

La création de Google, par Nafeez Ahmed

[Share](#)

Un article pour susciter le débat – à prendre comme d’habitude avec prudence et recul.

Source : [Insurge Intelligence](#), le 22/01/2015



« [INSURGE INTELLIGENCE](#) », un nouveau projet de journalisme d’investigation financé par le public, vous livre le récit de la façon dont la communauté US du renseignement a participé au financement, nourri et mis en incubation **Google** comme élément d’un effort visant à dominer le monde par le contrôle de l’information. Financé indirectement par la NSA et la CIA, Google n’a été que la première d’une pléthore de start-ups du secteur privé cooptée par le renseignement US pour conserver la « supériorité du renseignement ».

Les origines de cette ingénieuse stratégie remontent à un groupe sponsorisé par le Pentagone, qui au cours des deux dernières décennies a fonctionné comme un pont entre le gouvernement US et les élites des secteurs des affaires et de la finance, corporatistes et médiatiques. Le groupe a permis à certains des intérêts particuliers des USA corporatistes de

passer systématiquement outre la responsabilité démocratique et la règle du droit pour influencer les politiques gouvernementales, ainsi que l'opinion publique aux USA comme autour du monde. Les résultats ont été catastrophiques: surveillance de masse par la NSA, un état de guerre globale permanent, et une initiative novatrice pour transformer le corps militaire US en « Skynet ».

Désormais les gouvernements occidentaux se pressent de légitimer des pouvoirs accrus de surveillance de masse et de contrôle de l'Internet, le tout au nom de la lutte contre le terrorisme. [Des politiciens](#) US et européens ont appelé à protéger le genre d'espionnage que pratique la NSA, et à faire avancer la capacité à enfreindre la vie privée sur Internet en rendant le cryptage illégal. Une idée est d'établir un partenariat en télécommunications à même d'effacer unilatéralement tout contenu estimé « alimenter la haine et la violence » dans des situations considérées comme « appropriées ». Des débats houleux ont cours au niveau gouvernemental et parlementaire pour explorer la suppression de [la confidentialité avocat-client](#). [...]

L'horreur du 11-Septembre a été la première d'une série d'attaques terroristes, chacune entraînant une expansion dramatique de pouvoirs étatiques draconiens aux dépens des libertés civiles, et accompagnée d'envoi de contingents militaires dans les régions identifiées comme incubatrices de terroristes. Peu d'indices permettent de penser que ce mode opératoire éprouvé ait réduit le danger de quelque manière. En tout état de cause, il semble que nous soyons enfermés dans un cycle de violence s'intensifiant et sans dénouement en vue.

Alors que nos gouvernements poussent à accroître leur pouvoir, INSURGE INTELLIGENCE nous révèle maintenant à quel point la communauté du renseignement américain est impliquée dans le fonctionnement des plateformes web que nous connaissons aujourd'hui. Dans le but précis d'utiliser la technologie comme outil dans ce conflit mondial de « guerre du renseignement » – une guerre qui sert à légitimer le pouvoir de quelques-uns sur tous les autres. La clé de voûte de cette situation est la société qui, à bien des égards, définit le XXIème siècle avec son omniprésence discrète : Google.

Google se définit comme une entreprise technologique amicale, amusante et facile d'utilisation qui a pris de l'importance grâce à une combinaison de compétence, de chance et d'innovations géniales. C'est vrai, mais ce n'est qu'une partie de la vérité. En réalité, Google est un écran de fumée derrière lequel agit en secret le complexe militaro-industriel américain.

La véritable histoire du développement de Google, révélée ici pour la première fois, ouvre la boîte de Pandore et nous emmène bien plus loin, en jetant une lumière inattendue sur l'existence d'un réseau parasite aux commandes de l'appareil américain de sécurité nationale, et qui tire un profit obscène de son fonctionnement.

Le réseau de l'ombre

Pendant les deux dernières décennies, les stratégies américaines concernant les affaires étrangères et le renseignement ont abouti à une « guerre contre la terreur » mondiale consistant en des invasions militaires prolongées dans le monde musulman et une surveillance élaborée des populations civiles. Ces stratégies ont été développées, sinon commandées, par un réseau secret au sein et en dehors du Pentagone.

Constitué sous l'administration Clinton, renforcé pendant celle de Bush et fermement enraciné avec Obama, ce réseau bipartisan d'idéologues à majorité conservateurs a scellé sa domination au sein du Département de la Défense des États-Unis (DoD) début 2015, par l'opération d'une obscure corporation extérieure au Pentagone, mais dirigée par celui-ci.

En 1999, la CIA a créé sa propre entreprise d'investissement en capital risque, In-Q-Tel, afin de financer des start-ups

qui pourraient créer des technologies utiles aux agences de renseignement. Mais l'idée d'une telle entreprise remonte plus loin, lorsque le Pentagone a établi sa propre branche dans le secteur privé.

Connu sous le nom de « Highlands Forum », ce réseau privé a joué le rôle d'un pont entre le Pentagone et des élites américaines puissantes hors domaine militaire, et cela depuis le milieu des années 1990. Malgré des changements dans l'administration civile, le réseau autour de ce « Highlands Forum » n'a cessé de prendre de l'importance dans la politique de défense des États-Unis.

Des partenaires, géants de la défense, comme Booz Allen Hamilton et Science Applications International Corporation sont souvent appelés « communauté du renseignement de l'ombre » en raison de leurs liens étroits avec le gouvernement, et leur capacité à simultanément influencer sur et profiter de la politique de défense. Certes, ces partenaires se livrent une concurrence pour l'argent et le pouvoir, mais ils savent collaborer quand leurs intérêts l'exigent. Le Highlands Forum offre depuis 20 ans un espace éloigné des regards pour les membres les plus importants de cette communauté du renseignement de l'ombre, pour s'arranger avec les officiels du gouvernement américain et avec d'autres leaders des industries concernées.

J'ai découvert l'existence de ce réseau en novembre 2014, lorsqu'en reportage pour VICE's Motherboard, je rapportais que le projet Defence Innovation Initiative du secrétaire à la défense Chuck Hagel masquait en réalité la construction de Skynet – ou un projet dans le même genre, essentiellement dans le but de dominer une ère émergente de guerre de robots militaires.

Cette histoire était fondée sur un livre blanc peu connu, financé par le Pentagone et publié deux mois plus tôt par la National Defense University (NDU) basée à Washington, une institution militaire US qui, parmi d'autres choses, met en œuvre des recherches pour développer la politique de défense américaine au plus haut niveau. Ce livre blanc expliquait la pensée derrière cette nouvelle initiative, et la révolution scientifique et technologique sur laquelle elle espérait capitaliser.

Le Highlands Forum

Un des co-auteurs de ce livre blanc du NDU est Linton Wells, un ancien fonctionnaire de la défense américain de 51 ans qui a servi comme officier chef de l'information du Pentagone sous l'administration Bush, en supervisant la National Security Agency (NSA) et d'autres agences de renseignement. Il [détient toujours](#) des habilitations de sécurité de niveau très élevé et, selon un rapport du magazine Government Executive en 2006, il [fut président du « Highlands Forum »](#), fondé par le Pentagone en 1994.





Linton Wells II (à droite) ancien officier chef du renseignement au Pentagone et secrétaire assistant à la défense des réseaux, à une récente session du Pentagon Highlands Forum. Rosemary Wenchel, une haute-fonctionnaire du Département de la Sécurité intérieure des États-Unis, est assise à côté de lui.

Le magazine [New Scientist](#) a comparé le Highlands Forum aux réunions des élites comme Davos, Ditchley et Aspen, le décrivant comme « beaucoup moins bien connu, certes... mais sans doute tout aussi influent ». Régulièrement, des rencontres y sont organisées réunissant « les personnes innovantes qui réfléchissent sur les interactions entre la politique et la technologie. Le développement de la guerre en réseau high-tech fait partie de leurs plus grands succès. »

Étant donné le rôle de Wells dans un tel forum, Il n'est pas surprenant que son livre blanc sur la transformation de la Défense puisse avoir un impact profond sur la politique actuelle du Pentagone. Mais si tel était le cas, pourquoi personne ne l'a remarqué ?

Bien qu'il soit parrainé par le Pentagone, je n'ai trouvé aucune page officielle sur le site du DoD mentionnant le forum. Des sources d'actifs et d'anciens personnels militaires et du renseignement américains n'en avaient jamais entendu parler, pas plus que les journalistes de la sécurité nationale. J'étais perplexe.

La société d'investissement en capital intellectuel du Pentagone

Dans le prologue de son livre paru en 2007, « A Crowd of One: The Future of Individual Identity » (Une foule d'une personne : l'avenir de l'identité individuelle), John Clippinger, chercheur au MIT au Media Lab Human Dynamics Group (Laboratoire d'analyse des dynamiques humaines) a décrit comment il participa à un rassemblement du Highlands Forum, « une réunion uniquement sur invitation financée par le Département de la Défense et dirigée par l'adjoint en charge de l'intégration des réseaux et des renseignements. » C'était un haut poste dirigé par le DoD supervisant les opérations et les politiques pour les agences d'espionnage du Pentagone, notamment la NSA et la Defense Intelligence Agency (DIA). A partir de 2003, le poste a été changé en ce qui est maintenant le sous-secrétariat à la Défense pour le Renseignement. Le Highlands Forum, écrit Clippinger, a été financé par un capitaine retraité de l'US Navy, Dick O'Neill. Figurent parmi les délégués des militaires américains haut-gradés de nombreuses agences et divisions – « des capitaines, des vice-amiraux, des généraux, des colonels, des majors et des commandants » ainsi que « des membres de la direction du DoD. »

Ce qui semblait tout d'abord être le principal [site web](#) du Forum décrit Highlands comme « un réseau informel

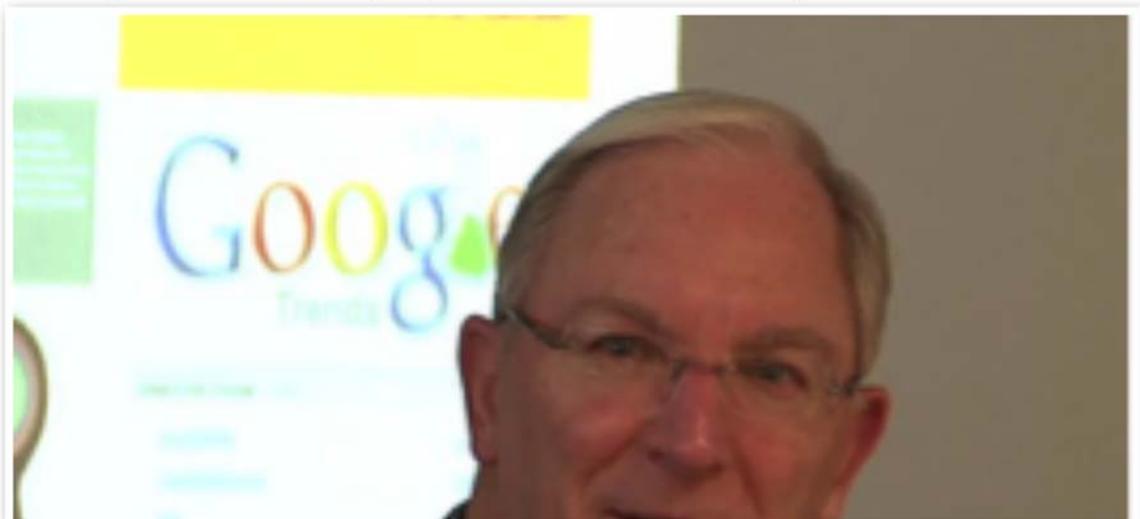
interdisciplinaire sponsorisé par le Gouvernement Fédéral, » se focalisant sur « le renseignement, la science et la technologie ». Les justifications sont minces, hormis un unique logo « Department of Defense ».

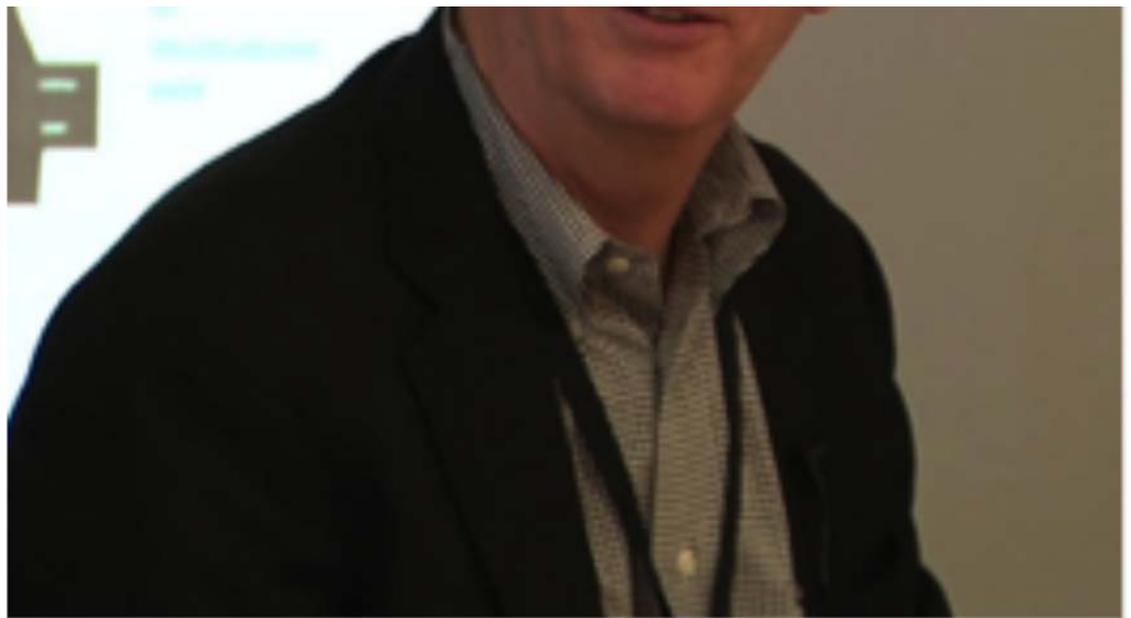
Mais Highlands possède également [un autre site web](#) qui se décrit lui-même comme « une société de capital-risque intellectuel » doté d'une « vaste expérience dans le soutien aux entreprises, aux organisations et aux dirigeants gouvernementaux. » La firme fournit une « large gamme de services, dont : la prévision stratégique, la création de scénarios et de simulations pour les marchés mondiaux en expansion, » et offre également « un travail avec le client pour la construction de stratégies d'exécution. » « The Highlands Group Inc. », annonce le site web, organise tout un éventail de forums sur ces sujets.

Par exemple, en plus du Highlands Forum, depuis le 11-Septembre le groupe gère « l'Island Forum », un événement international tenu en association avec le Ministère de la Défense de Singapour, que supervise O'Neill en tant que « consultant principal ». Le site web du Ministère de la Défense de Singapour décrit l'Island Forum comme étant « [conçu d'après](#) le Highlands Forum organisé pour le Ministère de la Défense US. » Des documents révélés par le lanceur d'alerte de la NSA Edward Snowden ont confirmé que Singapour avait joué un rôle crucial pour permettre aux USA et à l'Australie de se brancher sur des [câbles sous-marins](#) afin d'espionner des puissances asiatiques comme l'Indonésie et la Malaisie.

Le site web du Highlands Group révèle également que Highlands est en partenariat avec l'une des entreprises de défense les plus puissantes aux États-Unis. Highlands est « appuyée par un réseau d'entreprises et de chercheurs indépendants, » dont « nos partenaires du Highlands Forum des dix dernières années chez SAIC ; et le vaste réseau des participants au Highlands Forum. »

SAIC est l'acronyme de l'entreprise de défense US « Science Applications International Corporation », qui a changé de nom pour Leidos en 2013, gérant SAIC comme entreprise subsidiaire. SAIC/Leidos fait partie des 10 premières entreprises de défense aux US, et travaille étroitement avec la communauté US du renseignement, surtout avec la NSA. Selon le journaliste d'investigation Tim Shorrock, le premier à avoir révélé la vaste étendue de la privatisation du renseignement US avec son livre phare « Spies for Hire » (Espions à Louer), SAIC possède une « relation symbiotique avec la NSA : l'agence en est le client unique le plus important et SAIC est le plus grand fournisseur de la NSA. »





Richard « Dick » Patrick O'Neill, président fondateur du Highlands Forum du Pentagone

Le nom complet du capitaine « Dick » O'Neill, le président fondateur du Highlands Forum, est Richard Patrick O'Neill, qui, après avoir quitté son poste dans la Navy, a rejoint le DoD. Il a occupé son dernier poste en tant qu'adjoint à la stratégie et à la politique dans le Bureau du Ministre Délégué à la Défense pour le Commandement, le Contrôle, les Communications et le Renseignement, avant de fonder Highlands.

Le Club de Yoda

Mais Clippinger fait aussi référence à un autre individu mystérieux adulé par les participants au Forum :

« Il s'asseyait au fond de la salle, imperturbable derrière d'épaisses lunettes à montures noires. Je ne l'ai jamais entendu dire un mot... Andrew (Andy) Marshall est une icône au sein du DoD. Certains l'appellent Yoda, en vertu de son statut mythique impénétrable... Il a traversé plusieurs administrations et fut largement considéré comme au-dessus des politiques partisans. Il soutenait le Highlands Forum et en avait dès le départ été un invité régulier. »

Dès 1973, Marshall a dirigé l'une des agences les plus puissantes du Pentagone, l'Office of Net Assessment (ONA), le « think tank » interne du Ministre de la Défense US qui conduit des recherches hautement confidentielles sur les prévisions futures de politique de défense pour les communautés militaire et du renseignement américaines. L'ONA a joué un rôle de premier plan dans des initiatives stratégiques majeures du Pentagone, dont la Stratégie Maritime, l'Initiative de Défense Stratégique, l'Initiative de Stratégies Compétitives, et la Révolution des Affaires Militaires.







Andrew « Yoda » Marshall, chef de l'Office of Net Assessment (ONA) du Pentagone et co-président du Highlands Forum, lors d'un événement Highlands au début de 1996 à l'Institut de Santa Fe. Marshall a pris sa retraite en janvier 2015

Dans un rare portrait qui lui est fait dans [Wired](#) en 2002, le journaliste Douglas McGray décrit Andrew Marshall, maintenant âgé de 93 ans, comme « le plus évasif » mais « l'un des plus influents » responsables du DoD. McGray ajoute que « le Vice-Président Dick Cheney, le Ministre de la Défense Donald Rumsfeld et le Ministre Délégué Paul Wolfowitz » – largement considérés comme les faucons du mouvement néoconservateur de la politique américaine – étaient parmi les « protégés les plus importants » de Marshall.

En s'exprimant lors d'un discret [séminaire à l'Université de Harvard](#) quelques mois après le 11-Septembre, le président fondateur du Highlands Forum Richard O'Neill déclara que Marshall était beaucoup plus qu'un « invité régulier » du forum. « Andy Marshall est notre co-président, donc indirectement tout ce que nous faisons retourne dans le système Andy, » dit-il à l'auditoire. « Directement, les gens présents aux réunions du forum peuvent s'en aller rendre compte à Andy sur une variété de sujets, et afin de synthétiser les choses. » Il a aussi affirmé que le forum avait un troisième co-président : le [directeur de la Defense Advanced Research and Projects Agency \(DARPA, Agence pour les Projets et la Recherche Avancée de la Défense\)](#) qui, à l'époque, avait été désigné par Rumsfeld, Anthony J. Tether. Avant de rejoindre la DARPA, Tether était vice-président de la Division de Technologie Avancée de SAIC.





Anthony J. Tether, directeur de la DARPA et co-président du Highlands Forum du Pentagone de juin 2001 à février 2009

L'influence du Highlands Forum sur la politique de défense américaine s'est ainsi faite sentir à travers trois canaux principaux : son soutien par le Bureau du Ministre de la Défense (vers le milieu de la dernière décennie, ceci a été transféré spécifiquement au [Bureau du Sous-Secrétaire à la Défense pour le Renseignement](#), qui gère les principales agences de surveillance), son lien direct avec l'ONA d'Andrew « Yoda » Marshall, et son lien direct avec la DARPA.

HIGHLANDS
GROUP

Highlands Forum History

- **Informal cross-disciplinary network established to explore information revolution issues; conflict in an information age**
- **No reports/recommendations**
- **Sponsored by OSD**
- **First co-chairs: PDASD(C3I); Director, Net Assessment; Director, DARPA**
- **First gathering held in Carmel Highlands, February 1995**
 - **Sixteen major/seven mini meetings since**
 - **Proceedings posted to Highlands Forum Web site**

- **“16 Highlands meetings have had direct and valuable impacts on the Department’s policy formulation and research agenda. The Forum has consistently anticipated changes in information and other technologies and forecast their impact on the post-FYDP and security policy environment.” – ASD C3I**

Un transparent de la présentation de Richard O’Neill à l’Université de Harvard en 2001

Un transparent de la présentation de Richard O’Neill à l’Université de Harvard en 2001

Selon Clippinger dans *A Crowd of One*, « ce qui se passe lors de réunions informelles telles celles du Highlands Forum, avec le temps et par le biais de curieux chemins d’influence imprévus, peut avoir un impact énorme non seulement à l’intérieur du DoD mais à travers le monde. » Il écrit que les idées du Forum sont « passées de l’hérésie au consensus. Des idées qui étaient considérées comme anathème en 1999 ont été adoptées comme politique seulement trois ans plus tard. »

Bien que le Forum ne produise pas de « recommandations consensuelles », son impact est plus profond que celui d’un traditionnel comité consultatif gouvernemental. « Les idées qui émergent des réunions sont à la disposition de ceux qui prennent les décisions ainsi que des gens des think tanks, » selon [O’Neill](#) :

« Nous incluons des gens de Booz, SAIC, RAND, ou d’autres à nos réunions... Nous accueillons ce genre de coopération parce que, franchement, ils ont le sérieux qu’il faut. Ils sont là pour le long terme et sont capables d’influencer les politiques du gouvernement avec un réel travail académique... Nous produisons des idées et de l’interaction et des réseaux pour que ces gens les prennent et s’en servent selon leurs besoins. »

Mes requêtes répétées à O’Neill pour des informations concernant son travail au Highlands Forum ont été ignorées. Le Ministère de la Défense n’a pas non plus répondu à de multiples demandes pour des informations et des commentaires sur le Forum.

Guerre de l’information

Le Highlands Forum a servi de « pont d’influence » dans les deux sens : d’une part, pour le réseau fantôme d’entreprises privées afin d’influencer la politique des opérations d’espionnage pour tout le renseignement militaire américain, et d’autre part pour le Pentagone afin d’influencer ce qui se fait dans le secteur privé. Il n’y a pas de preuve plus claire que le rôle véritablement instrumental jouer par le forum dans l’instillation de l’idée d’utiliser la surveillance de masse comme mécanisme pour dominer l’information à une échelle mondiale.

En 1989, Richard O’Neill, à l’époque un cryptologue de la US Navy, écrit un article pour la US Naval War College [Institution de recherche et d’enseignement de l’US Navy spécialisée dans le développement d’idées pour la guerre navale, NdT], « Toward a methodology for perception management » (« Vers une méthodologie pour la gestion de la perception »). Dans son livre, *Future Wars* (« Les guerres futures »), le colonel John Alexander, alors officier supérieur de l’US Army’s Intelligence and Security Command (INSCOM), rapporte que l’article de O’Neill a exposé pour la première fois une stratégie de « gestion de la perception » en tant qu’une partie de la guerre de l’information (IW, Information

Warfare). La stratégie proposée par O'Neill a identifié trois catégories de cibles pour la guerre de l'information : les adversaires, afin qu'ils pensent être vulnérables, les partenaires potentiels, « pour qu'ils perçoivent la cause [de la guerre] comme juste » et, enfin, les populations civiles et les dirigeants politiques afin qu'ils « perçoivent le coût comme en valant la peine ». Un briefing secret basé sur le travail de O'Neill « a fait son chemin jusqu'aux plus hauts dirigeants » au DoD. « Ils ont reconnu que O'Neill avait raison et lui ont demandé de l'enterrer. »

Sauf que le DoD ne l'a pas enterré. Aux alentours de 1994, le Highlands Group fut fondé par O'Neill en tant que projet officiel du Pentagone par la décision du ministre de la défense de l'époque sous Bill Clinton, [William Perry](#) – qui partit rejoindre le conseil d'administration de SAIC après avoir pris sa retraite du gouvernement en 2003.

Des propres mots de O'Neill, le groupe fonctionnait comme le « laboratoire d'idées » du Pentagone. Selon le magazine [Government Executive](#), les experts en technologie de l'information et militaire se sont réunis à la première réunion du forum « pour évaluer les impacts des technologies de l'information et de la mondialisation sur les États-Unis et sur la guerre. Comment Internet et les autres technologies émergentes pourraient changer le monde ? » La réunion aida à implanter l'idée de « guerre centrée sur des réseaux » dans les esprits des « plus grands penseurs militaires de la nation. »

Exclusion du public

Des enregistrements officiels du Pentagone confirment que le but premier du Highlands Forum était de soutenir les politiques du DoD sur la spécialité de O'Neill : la guerre de l'information. Selon le [rapport annuel au président et au Congrès](#) du Pentagone en 1997, sous la section titrée « Information Operations (IO) » le Bureau du Ministre de la Défense (Office of the Secretary of Defense, OSD) avait autorisé « l'établissement du Highlands Group, constitué d'experts de l'industrie, de la recherche et du DoD de premier plan » pour coordonner les IO pour les agences fédérales de renseignement militaire.

L'année suivante le [rapport annuel du DoD](#) réitérait le rôle central du forum aux opérations d'information : « Afin d'examiner les thèmes d'IO, le DoD parraine le Highlands Forum, qui réunit ensemble le gouvernement, l'industrie, et des professionnels académiques de divers domaines. »

Notez qu'en 1998, le Highlands « Group » est devenu un « forum ». Selon O'Neill, ceci avait pour but d'éviter de soumettre les réunions des Highlands Forums à des « restrictions bureaucratiques ». Il faisait allusion à la Federal Advisory Committee Act (FACA, « loi sur les comités de conseil fédéraux »), qui régit la manière dont le gouvernement US peut formellement solliciter le conseil d'intérêts particuliers.

Connue sous le nom de « loi de gouvernement ouvert », la FACA exige que les fonctionnaires du gouvernement US n'aient pas le droit de tenir des consultations secrètes ou à portes fermées avec des personnes n'appartenant pas au gouvernement sur le développement de sa politique. De telles consultations doivent toutes avoir lieu dans le cadre de comités consultatifs fédéraux permettant l'examen public. Le FACA requiert que ces réunions soient publiques, soient annoncées par le Journal Officiel, que les groupes de conseil soient enregistrés auprès d'un bureau de l'Administration Générale des Services, parmi d'autres pré-requis conçus pour préserver la responsabilité dans l'intérêt du public.

Mais [Government Executive](#) a rapporté que « O'Neill et d'autres pensaient » que de tels détails réglementaires « inhiberaient le libre flux d'idées et de discussions à bâtons rompus qu'ils recherchaient. » Les avocats du Pentagone avaient prévenu que le dénominatif « groupe » pouvait induire certaines obligations, et conseillé de gérer toute l'affaire en privé : « Donc O'Neill changea son nom en Highlands Forum et le déménagea dans le secteur privé pour le diriger en tant que consultant du Pentagone. » Le Highlands Forum du Pentagone existe donc derrière le patronage de la «

société de capital-risque intellectuel » d'O'Neill, « Highlands Group Inc. »

En 1995, une année après que William Perry ait désigné O'Neill pour diriger le Highlands Forum, le SAIC – l'organisation « partenaire » du Forum – [avait lancé](#) un tout nouveau Center for Information Strategy and Policy (« Centre pour la Stratégie et la Politique de l'Information ») sous la direction de « Jeffrey Cooper, un membre du Highlands Group qui conseille des hauts fonctionnaires du Ministère de la Défense sur les thèmes de la guerre de l'information. » Le centre avait exactement le même objectif que le forum, fonctionner comme « une chambre de compensation pour rassembler les meilleurs et les plus intelligents esprits du domaine de la guerre de l'information en parrainant une série continue de séminaires, de documents et de symposiums qui explorent en profondeur les implications de la guerre de l'information. » L'objectif était de « permettre aux dirigeants et aux décideurs politiques du gouvernement, de l'industrie et du monde académique de répondre aux thèmes centraux entourant la guerre de l'information afin d'assurer que les États-Unis conservent leur avance sur tous ses ennemis potentiels. »

Malgré les dispositions de la FACA, les comités consultatifs fédéraux sont déjà lourdement influencés, si non [capturés, par les intérêts corporatistes](#). Donc, en court-circuitant la FACA, le Pentagone a passé outre les dispositions déjà affaiblies de la FACA, en excluant de façon permanente toute possibilité d'engagement public.

L'affirmation d'O'Neill selon laquelle il n'y a pas de rapports ou de recommandations n'est pas sincère. De son propre aveu, les consultations secrètes du Pentagone avec l'industrie qui ont eu lieu par le biais du Highlands Forum depuis 1994 ont été accompagnées par la soumission régulière d'articles académiques et de politique, d'enregistrements et de notes de réunion, et d'autres formes de documentation qui sont verrouillées derrière une connexion uniquement accessible aux délégués du Forum. Ceci viole l'esprit, sinon la lettre, de la FACA – d'une façon qui est clairement conçue pour échapper à toute responsabilité démocratique et aux règles du droit.

Le Highlands Forum n'a pas besoin de produire des recommandations consensuelles. Sa raison d'être est de fournir au Pentagone un mécanisme de mise en réseau social fantôme pour cimenter des relations durables avec le pouvoir corporatiste, et d'identifier de nouveaux talents pouvant être utilisés pour affiner les stratégies de guerre de l'information dans le plus grand secret.

Le nombre total de participants au Highlands Forum du DoD dépasse le millier, bien que les sessions consistent surtout en de petites réunions de type groupe de travail d'au plus 25-30 personnes, rassemblant des experts et des fonctionnaires selon les sujets. Les délégués ont compté en leur nombre du personnel de haut niveau du SAIC et de Booz Allen Hamilton, RAND Corp., Cisco, Human Genome Sciences, eBay, PayPal, IBM, Google, Microsoft, AT&T, la BBC, Disney Corp., General Electric, Enron, parmi une liste innombrable ; des membres Démocrates ou Républicains du Congrès et du Sénat ; des cadres supérieurs de l'industrie US de l'énergie comme Daniel Yergin d'IHS Cambridge Energy Research Associates ; et des personnages-clés impliqués des deux côtés des campagnes présidentielles.

D'autres participants comprenaient des professionnels de haut rang des médias : David Ignatius, rédacteur en chef adjoint du Washington Post et à l'époque rédacteur exécutif de l'International Herald Tribune ; Thomas Friedman, chroniqueur de longue date au New York Times ; Arnaud de Borchgrave, rédacteur au Washington Times et à United Press International ; Steven Levy, ancien rédacteur de Newsweek, auteur titulaire au New Yorker ; Noah Schachtman, rédacteur exécutif au Daily Beast ; Rebecca McKinnon, co-fondatrice de Global Voices Online ; Nik Gowing de la BBC ; et John Markoff du New York Times.

Du fait de son soutien actuel par le Sous-Secrétaire à la Défense pour le renseignement de l'OSD, le forum dispose d'un accès interne aux dirigeants des principales agences de surveillance et de reconnaissance US, ainsi qu'aux directeurs et à

leurs assistants des agences de recherche du DoD, de la DARPA à l'ONA. Ceci signifie également que le forum est profondément connecté aux équipes spéciales de recherche sur les politiques du Pentagone.

Google : des débuts financés par le Pentagone

En 1994 – l'année de la fondation du Highlands Forum sous les auspices de l'OSD, de l'ONA et de la DARPA – deux jeunes étudiants doctorants de l'Université de Stanford, Sergey Brin et Larry Page, réalisèrent leur percée sur la première application automatisée de recherche et de classement de pages sur le web. Cette application demeure le composant central de ce qui allait devenir le service de recherche de Google. Brin et Page avaient accompli leur travail avec le financement de la [Digital Library Initiative](#) (DLI) (Initiative de Librairie Numérique), un programme multi-agences de la National Science Foundation (NSF), la NASA et la DARPA.

Mais ce n'est qu'une partie de l'histoire.

Tout le long du développement du moteur de recherche, Sergey Brin rendait régulièrement et directement compte à deux personnes qui n'étaient pas du tout de la faculté de Stanford : le Dr Bhavani Thuraisingham et le Dr Rick Steinheiser. Les deux étaient des représentants d'un programme sensible de recherche de la communauté du renseignement US sur la sécurité de l'information et l'extraction de données.

Thuraisingham est actuellement le professeur titulaire de l'enseignement Louis A. Beecherl et directeur exécutif du Cyber Research Institute à l'Université du Texas à Dallas, et un expert sollicité sur l'extraction de données, leur gestion et la sécurité de l'information. Mais dans les années 1990, elle travaillait pour MITRE Corp., une entreprise éminente de la défense US, où elle a géré l'initiative du Massive Digital Data Systems (MDDS) (Systèmes massifs de données numériques), un projet sponsorisé par la NSA, la CIA et le Director of Central Intelligence (Directeur du renseignement central), afin de promouvoir les recherches innovantes sur les technologies de l'information.

« Nous avons financé l'université de Stanford par l'intermédiaire de l'informaticien Jeffrey Ullman, qui avait plusieurs étudiants diplômés prometteurs travaillant sur des domaines très excitants, » m'a dit le professeur Thuraisingham. « L'un d'eux était Sergey Brin, le fondateur de Google. La communauté de renseignement du programme MDDS a essentiellement fourni à Brin un financement initial, qui était complété par beaucoup d'autres sources, dont le secteur privé. »

Ce genre de financement n'est certes pas inhabituel, et le fait que Sergey Brin ait pu en bénéficier en étant un étudiant diplômé de Stanford semble fortuit. Le Pentagone s'intéressait à toute la recherche sur la science informatique à cette époque. Mais cela démontre à quel point la culture de la Silicon Valley est profondément enracinée au sein des valeurs de la communauté du renseignement US.

Dans un [document](#) extraordinaire hébergé par le site de l'université du Texas, Thuraisingham raconte que, de 1993 à 1999, « l'Intelligence Community (la communauté du renseignement) lança un programme nommé Massive Digital Data Systems (MDDS) que je dirigeais pour l'Intelligence Community quand j'étais à MITRE Corporation. » Le programme a financé 15 efforts de recherche dans plusieurs universités, dont Stanford. Son but était de développer « les technologies de gestion de données pour gérer plusieurs terabits et petabits de données, » pour notamment « le traitement de requêtes, la gestion de transactions, la gestion de métadonnées, la gestion du stockage et l'intégration des données. »

À l'époque, Thuraisingham était chef de recherche pour la gestion des données et de l'information à MITRE, où elle a mené les efforts d'une équipe de recherche et développement pour la NSA, la CIA, l'US Air Force Research Laboratory (laboratoire de recherche pour l'armée de l'air américaine), ainsi que pour l'US Navy's Space and Naval Warfare Systems

Command (SPAWAR) (commandement des systèmes de guerre navals et spatiaux) et Communications and Electronic Command (CECOM) (commandement de l'électronique et des télécommunications). Elle continua à donner des cours pour des officiers du gouvernement américain et des entrepreneurs de la défense sur l'extraction de données dans le contre-terrorisme.

Dans son article de l'université du Texas, elle joint la copie d'un résumé sur le programme MDDS de la communauté du renseignement américain qui fut présenté à l'Annual Intelligence Community Symposium (symposium annuel de la communauté du renseignement) en 1995. Le résumé révèle que les principaux parrains du programme MDDS étaient 3 agences : la NSA, le Bureau de recherche & développement de la CIA et la communauté du renseignement du Community Management Staff (CMS) (personnel de la gestion de la communauté) qui opèrent sous les ordres du Director of Central Intelligence (directeur du renseignement central). Les administrateurs du programme, qui ont fourni un financement d'environ 3-4 millions de dollars par an, et ce pendant 3-4 ans, ont été identifiés comme étant Hal Curran (NSA), Robert Kluttz (CMS), Dr Claudia Pierce (NSA), Dr Rick Steinheiser (ORD – qui signifie Bureau de Recherche & Développement de la CIA), et Thuraisingham elle-même.

Thuraisingham continue dans son article pour insister sur le fait que le programme conjoint de la CIA et de la NSA a, en partie, financé Sergey Brin pour développer le noyau de Google, à travers une subvention accordée à Stanford et gérée par le superviseur de Brin, le professeur Jeffrey D. Ullman :

« En fait, le fondateur de Google, Sergey Brin, était en partie financé par ce programme pendant qu'il était doctorant à Stanford. En collaboration avec son conseiller, le professeur Jeffrey Ullman et mon collègue à MITRE, Dr Chris Clifton [Le chef de la recherche informatique de MITRE], il a développé le Query Flocks System (Système d'amas de requêtes) qui produisait des solutions pour l'exploration de grandes quantités de données stockées en base de données. Je me rappelle avoir visité Stanford avec Dr. Rick Steinheiser de l'Intelligence Community et vu M. Brin entrer en surgissant sur des rollers, livrer sa présentation et se ruer dehors. En fait, la dernière fois que nous nous sommes vus en septembre 1998, M. Brin nous a fait une démonstration du moteur de recherche qui devint Google quelque temps plus tard.

Brin et Page ont officiellement institué Google en tant qu'entreprise en septembre 1998, ce même mois où ils ont, pour la dernière fois, fait leur rapport à Thuraisingham et Steinheiser. « Query Flocks » faisait aussi partie du système « [PageRank](#) » [classement de pages, NdT] breveté de Google, que Brin a développé à Stanford dans le programme MDDS-CIA-NSA ainsi qu'avec du financement de la NSF, IBM et Hitachi. Cette année-là, le Dr Chris Clifton de MITRE, qui travaillait sous Thuraisingham pour le développement du système « Query Flocks » écrivit un article, conjointement avec le superviseur de Brin, le Professeur Ullman et Rick Steinheiser de la CIA. Intitulé « Knowledge Discovery in Text » (Découverte de connaissance dans un texte), [l'article](#) fut présenté lors d'une conférence académique.

« Le financement de MDDS qui soutenait Brin était substantiel comme capital d'amorçage, mais il était probablement dépassé par d'autres canaux de financement, » affirme Thuraisingham. « La durée du financement de Brin fut d'à peu près deux ans. Pendant cette période, mes collègues du MDDS et moi-même nous rendions à Stanford pour voir Brin et surveiller ses progrès à peu près tous les trois mois. Nous ne supervisions pas exactement, mais nous voulions vérifier la progression, souligner d'éventuels problèmes et suggérer des idées. Lors de ces réunions, Brin nous présenta effectivement la recherche sur Query Flocks, et nous fit aussi la démonstration de plusieurs versions du moteur de recherche de Google. »

Brin rendait donc régulièrement compte à Thuraisingham et à Steinheiser de son travail de développement de Google.

==

Mise à jour à 14h05 GMT (le 2 février 2015)

Depuis la publication de cet article, le Professeur Thuraingham a modifié son article référencé plus haut. La version modifiée inclut un nouveau communiqué, suivi de la copie de l'original du compte-rendu du MDDS. Dans cette version modifiée, Thuraingham rejette l'idée d'un financement de Google par la CIA, en affirmant plutôt :

« L'article du Dr Ahmed (daté du 22 janvier 2015) comporte aussi plusieurs inexactitudes. Par exemple, le programme MDDS n'était pas un programme "sensible" comme l'a déclaré le Dr Ahmed ; c'était un programme non secret financé par des universités américaines. De plus, Sergey Brin ne rendait jamais compte à moi ou au Dr Rick Steinheiser ; il nous a seulement donné des présentations pendant nos visites au Département des sciences informatiques à Stanford au cours des années 1990. De plus, le MDDS n'a jamais financé Google. Il finançait l'université de Stanford. »

Ainsi, il n'y a pas de différence réelle dans le récit de Thuraingham, hormis qu'elle affirme que sa déclaration associant Sergey Brin au développement de Query Flocks est erronée. Il est à noter que cette reconnaissance est fondée non pas sur sa propre observation, mais sur le seul article citant le commentaire d'un porte-parole de Google.

Cependant, la tentative bizarre de dissocier Google du programme MDDS rate la cible. Tout d'abord, le MDDS n'a jamais financé Google, car durant le développement des composants principaux du moteur de recherche Google, il n'y avait aucune entreprise enregistrée sous ce nom. La subvention était plutôt fournie à l'Université de Stanford par le Professeur Ullman, par lequel quelques financements du MDDS étaient utilisés pour soutenir Brin qui co-développait Google à l'époque. Deuxièmement, Thuraingham ajoute alors que Brin n'a jamais rendu de compte à elle ou à Steinheiser de la CIA, mais admet qu'il « nous faisait des présentations lors de nos visites au Département des sciences informatiques à Stanford dans les années 1990. » Cependant, la distinction entre des comptes-rendus et la présentation d'exposés détaillés n'est pas claire – en tout cas, Thuraingham confirme qu'elle et la CIA avaient manifesté un vif intérêt pour le développement par Brin de Google. Troisièmement, Thuraingham décrit le programme MDDS comme « déclassifié », mais cela ne contredit pas sa nature « sensible ». Comme quelqu'un ayant travaillé pendant des décennies en tant qu'entrepreneur et conseiller dans le renseignement, Thuraingham est certainement consciente qu'il y a beaucoup de façons de définir le renseignement, et « sensible mais déclassifié » en est une. Un certain nombre d'officiels du renseignement américain à qui j'ai parlé ont affirmé que le manque presque total d'information publique sur l'initiative MDDS de la NSA et de la CIA suggère que, bien que le programme n'était pas classifié, il est plutôt probable que son contenu était considéré sensible, ce qui expliquerait les efforts pour minimiser la transparence du programme et la manière avec laquelle il a nourri le développement d'outils pour la communauté du renseignement américaine.

Quatrièmement, et finalement, il est important de noter que le résumé de MDDS que Thuraingham inclut dans son document de l'université du Texas déclare clairement, non seulement que le directeur du renseignement central de CMS, de la CIA et de la NSA étaient les superviseurs de l'initiative MDDS, mais que les clients désignés du projet étaient « le DoD, l'IC et les autres organisations gouvernementales » : le Pentagone, la communauté du renseignement américaine, et d'autres agences du gouvernement américain concernées.

En d'autres termes, la mise à disposition du financement de MDDS à Brin par Ullman, sous la houlette de Thuraingham et Steinheiser, était essentiellement due au fait qu'ils reconnaissaient l'utilité potentielle du travail de développement par Brin de Google pour le Pentagone, la communauté du renseignement, et le gouvernement fédéral en général.

==

Le programme MDDS est en fait référencé dans plusieurs articles co-écrits par Brin et Page alors qu'ils étaient à Stanford, qui surlignent spécifiquement son rôle dans le soutien financier à Brin dans le développement de Google. Dans leur [article](#) publié en 1998 dans le communiqué de l'IEEE Computer Society Technical Committee on Data Engineering (comité technique de la société informatique sur l'ingénierie de données de l'IEEE), ils décrivent l'automatisation des méthodes d'extraction d'information depuis Internet via le « Dual Iterative Pattern Relation Extraction » (extraction relationnelle par modèle double itératif), le développement d'un « classement global de pages Internet appelé PageRank », et l'utilisation de PageRank « pour développer un nouveau moteur de recherche appelé Google. » À travers une ouverture en bas de page, Sergey Brin confirme qu'il était « partiellement soutenu par le MDDS du CMS, la subvention de la NSF IRI-96-31952 » – confirmant que le travail de Brin développant Google était en effet en partie financé par le programme CIA-NSA-MDDS.

Cette bourse du NSF, identifiée à côté du MDDS, dont le rapport de projet inscrit Brin sur sa liste d'étudiants bénéficiaires (sans mention du MDDS), était différente de la bourse de la NSF pour Larry Page qui comprenait un financement de DARPA et de la NASA. Le rapport de projet, écrit par le superviseur de Brin, le Professeur Ullman, poursuit pour dire sous la section « Indices de Succès » qu'il y a « quelques histoires actuelles de start-ups basées sur des recherches soutenues par la NSF. » Sous « Impact du Projet », le rapport note : « Finalement, le projet Google est lui aussi devenu commercial en tant que Google.com. »

Le récit de Thuraisingham démontre donc que le programme CIA-NSA-MDDS a non seulement financé Brin pendant tout son travail avec Larry Page au développement de Google, mais que des représentants haut-placés dans le renseignement US, dont un officiel de la CIA, supervisaient l'évolution de Google lors de cette phase précédant son lancement, jusqu'à ce que l'entreprise soit prête à être officiellement fondée. Google, donc, a pu voir le jour par le biais d'une quantité « conséquente » de financements de départ et de supervision par le Pentagone : à savoir la CIA, la NSA, et la DARPA.

Le DoD n'a pas pu être joint pour un commentaire.

Lorsque j'ai demandé au Professeur Ullman de confirmer ou d'infirmer le financement partiel de Brin via le programme MDDS de la communauté du renseignement, et si Ullman était au courant que Brin rendait régulièrement des comptes à Rick Steinheiser, de la CIA, sur ses progrès dans le développement du moteur de recherche de Google, les réponses d'Ullman furent évasives : « Puis-je savoir qui vous représentez et pourquoi vous êtes intéressé par ces sujets ? Quelles sont vos sources ? » Il nia aussi que Brin ait joué un rôle significatif dans le développement du système Query Flocks, bien qu'il soit évident à la lecture des articles de Brin qu'il s'est inspiré de ce travail en co-développant le système PageRank avec Page.

Quand j'ai demandé à Ullman s'il niait le rôle de la communauté US du renseignement dans le soutien octroyé à Brin au cours du développement de Google, il a répondu : « Je ne vais pas accorder à ces bêtises la dignité d'une réponse. Si vous ne m'expliquez pas quelle est votre théorie et où vous voulez en venir, je ne lèverai pas le petit doigt pour vous. »

Le [résumé du MDDS](#) publié en ligne à l'Université du Texas confirme que le raisonnement derrière ce projet conjoint CIA-NSA était de « fournir un capital d'amorçage pour développer des technologies de gestion de données à haut risque et à haut rendement, » y compris des technologies pour « exprimer des requêtes, naviguer et filtrer ; traiter les transactions ; accès, méthodes et indexation ; gestion des métadonnées et modelage des données ; intégration de bases de données hétérogènes, ainsi que le développement d'architectures appropriées. » La vision ultime du programme était de « fournir un accès fluide, et la fusion de quantités massives de données, d'informations et de connaissances dans un environnement hétérogène en temps réel » à l'usage du Pentagone, de la communauté du

renseignement et potentiellement à travers tout le service public.

Ces révélations corroborent les affirmations de Robert Steele, ancien officier haut gradé de la CIA et directeur adjoint civil fondateur de la Marine Corps Intelligence Activity (activité de renseignement du corps des Marines US), dont j'ai fait l'interview pour le Guardian l'année dernière au sujet des renseignements dits « open source ». Citant des sources à la CIA, Steele avait affirmé en 2006 que Steinheiser, un ex-collègue, était le principal agent de liaison chez Google et qu'il avait arrangé le financement précoce de l'entreprise pionnière en IT. À l'époque le fondateur de Wired, John Batelle, était parvenu, en réponse aux affirmations de Steele, à obtenir cette [dénégation](#) officielle de la part d'un porte-parole de Google :

« Les déclarations en rapport avec Google sont complètement fausses. »

Cette fois-ci, en dépit de multiples requêtes et conversations, un porte-parole de Google a refusé de commenter.

MISE À JOUR : À 17:41 GMT [le 22 janvier 2015], le directeur de la communication d'entreprise de Google prit contact avec moi et me demanda d'inclure la déclaration suivante :

« Sergey Brin ne faisait pas partie du programme Query Flocks à Stanford, et aucun de ses projets n'a été financé par des organismes du renseignement US. »

Voici ma réponse écrite :

Ma réponse à cette déclaration est la suivante : Brin reconnaît lui-même, dans son propre article, le financement du Community Management Staff de l'initiative du Massive Digital Data Systems (MDDS), fourni par l'intermédiaire de la NSF. Le MDDS était un programme de la communauté du renseignement mis en place par la CIA et la NSA. J'ai également archivé cela, ainsi qu'il est noté dans le document de la part du Professeur Thuraisingham de l'Université du Texas, selon quoi elle a dirigé le programme MDDS pour le compte de la communauté américaine du renseignement, et qu'elle et Rick Steinheiser de la CIA ont rencontré Brin à peu près tous les trois mois pendant deux ans, afin d'entendre le résumé de ses progrès dans le développement de Google et de PageRank. Que Brin ait travaillé sur Query Flocks n'a rien à voir.

Dans ce contexte, vous devriez songer aux questions suivantes :

- 1) Google nie-t-il que le travail de Brin ait été partiellement financé par le MDDS via une bourse de la NSF ?
- 2) Google nie-t-il que Brin ait régulièrement rendu compte à Thuraisingham et Steinheiser entre 1996 et jusqu'à septembre de 1998, où il leur présenta le moteur de recherche de Google ?

Accès total à l'information

Un appel à des articles pour le MDDS fut envoyé par [liste de diffusion](#) le 3 novembre 1993 par le haut fonctionnaire du renseignement US David Charnovia, directeur du bureau de coordination de recherche et développement du CMS de la communauté du renseignement. La réaction de Tatu Ylonen (inventeur acclamé du protocole largement répandu de protection de données « secure shell » [SSH]) à ses collègues sur la liste de diffusion est révélatrice : « Crypto-pertinence ? Cela fait se demander s'il ne vaut pas mieux protéger ses données. » L'email confirme également que l'entreprise de défense et partenaire du Highlands Forum, SAIC, gérait le [processus de soumission](#) d'articles au MDDS, les résumés devant être ensuite adressés à Jackie Booth, du Bureau de Recherche & Développement de la CIA via une adresse mail de SAIC.

En 1997, révèle Thuraisingham, peu de temps avant que Google devienne une entreprise à part entière, et alors qu'elle

supervisait toujours le développement de son logiciel de moteur de recherche à Stanford, ses pensées se tournèrent vers les applications du programme MDDS en termes de sécurité nationale. Dans les remerciements pour son livre publié en 2003, *Web Data Mining and Applications in Business Intelligence and Counter-Terrorism* (« Extraction de Données sur le Web et Applications en Renseignement Commercial et en Contre-Terrorisme »), Thuraingham écrit qu'elle et « le Dr Rick Steinheiser de la CIA ont commencé des discussions avec la Defense Advanced Research Projects Agency (DARPA) sur l'application de l'extraction de données dans le cadre du contre-terrorisme, » une idée qui résulta directement du programme MDDS et qui finança Google, en partie. « Ces discussions finirent par évoluer vers le programme actuel EELD [Evidence Extraction and Link Detection, Extraction de Preuves et Détection de Liens] à la DARPA. »

Donc, le même haut fonctionnaire de la CIA et la sous-traitante de la CIA-NSA impliqués dans la fourniture du capital d'amorçage pour Google considéraient au même moment le rôle de l'extraction de données pour des objectifs de contre-terrorisme, et développaient des idées pour des outils en réalité avancés par la DARPA.

Aujourd'hui, comme l'illustre son récent éditorial dans le [New York Times](#), Thuraingham demeure une ferme avocate de l'extraction de données dans des objectifs de contre-terrorisme, mais insiste également sur le fait que ces méthodes doivent être développées par le gouvernement en coopération avec des juristes des libertés civiques et des défenseurs de la vie privée, pour garantir que de robustes procédures soient en place afin de prévenir d'éventuels abus. Elle souligne, sévère, qu'avec la quantité d'information qui est recueillie, il y a un grand risque de faux positifs.

En 1993, quand le programme MDDS fut lancé et géré par la MITRE Corp. pour le compte de la communauté US du renseignement, une informaticienne de l'Université de Virginie, le Dr Anita K. Jones – une tutrice de la MITRE – décrocha le poste de directrice de la DARPA et celui de recherche et d'ingénierie pour tout le Pentagone. Elle avait été au conseil d'administration de MITRE depuis 1998. De 1987 à 1993, Jones siégea simultanément au conseil d'administration de la SAIC comme nouvelle directrice de la DARPA de 1993 à 1997, elle co-présida également le Highlands Forum du Pentagone durant la phase du développement de Google antérieure à son lancement à Stanford, par le MDDS.

Donc, quand Thuraingham et Steinheiser parlaient avec la DARPA d'applications des recherches du MDDS en contre-terrorisme, Jones était directrice de la DARPA et co-présidente du Highlands Forum. Cette année-là, Jones quitta la DARPA pour retrouver son poste à l'Université de Virginie. L'année suivante, elle rejoignit le conseil de direction de la National Science Foundation qui, bien sûr, venait de financer Brin et Page, et revint aussi au conseil d'administration de la SAIC. Quand elle quitta le DoD, le Sénateur Chuck Robb lui rendit [l'hommage](#) suivant : « Elle a réuni les communautés militaires de technologies et d'opérations pour concevoir des plans détaillés afin de maintenir la domination américaine sur le champ de bataille dans le prochain siècle. »





Dr Anita Jones, à la tête de la DARPA de 1993 à 1997, et co-présidente du Highlands Forum du Pentagone de 1995 à 1997, période durant laquelle les dirigeants en charge du programme CIA-NSA-MDSS ont financé Google, et en collaboration avec la DARPA ont utilisé l'extraction de données pour l'anti-terrorisme

Au [conseil de direction](#) de la National Science Foundation de 1992 à 1998 (dont un épisode en tant que président, en 1996) siégeait Richard N. Zare. C'était l'époque où la NSF sponsorisait Sergey Brin et Larry Page en association avec la DARPA. En juin 1994, le Professeur Zare, un chimiste à Stanford, participa avec le Professeur Jeffrey Ullman (qui supervisait les recherches de Sergey Brin) à un comité sponsorisé par Stanford et le National Research Council évoquant le besoin pour les scientifiques de démontrer comment leur travail « était en adéquation avec les besoins nationaux. »

Le panel rassembla des scientifiques et des décideurs politiques, dont des « membres du cénacle à Washington. »

Le programme EELD de la DARPA, inspiré par le travail de Thuraingham et Steinheiser et supervisé par Jones, fut rapidement adapté et intégré avec un ensemble d'outils pour mener une surveillance globale sous l'administration Bush.

Selon un des dirigeants de la DARPA, [Ted Senator](#), qui a mené le programme EELD pour l'éphémère Information Awareness Office (Bureau sur la conscience de l'information), l'EELD faisait partie des « techniques prometteuses » en préparation pour être implémentées dans le système prototype TIA (Total Information Awareness). Le TIA était le principal [programme d'écoute et d'extraction de données mondial](#) déployé sous l'administration Bush après le 11-Septembre. Le TIA avait été élaboré par l'amiral John Poindexter, conjuré des Contras iraniens, qui fut nommé en 2002 par Bush pour diriger le nouvel Information Awareness Office de la DARPA.

Le Xerox Palo Alto Research Center (PARC) faisait partie des 26 entreprises (incluant SAIC) ayant gagné des contrats avec la [DARPA](#) pour plusieurs millions de dollars (les détails sont restés classés) sous Poindexter, afin de faire avancer le programme de surveillance TIA à partir de 2002. Les recherches comprenaient « le profilage comportemental », « la détection, l'identification et le traçage automatisé » d'activité terroriste, ainsi que d'autres projets d'analyse de données. Durant cette période, John Seely Brown était le directeur du PARC et le directeur de la recherche. Brown et Poindexter participaient au Pentagon Highlands Forum – Brown de façon régulière jusqu'à très récemment.

Le TIA a été prétendument fermé en 2003 en raison d'une contestation publique une fois le programme connu des médias. Mais l'année suivante, Poindexter participa au Pentagon Highlands Group à Singapour, ainsi que de nombreux représentants de la défense et de la sécurité venus de toute la planète. Pendant ce temps, Ted Senator continuait à gérer le programme EELD ainsi que d'autres projets d'extraction et d'analyse de données à la DARPA jusqu'en 2006, puis il rejoignit le SAIC où il devint vice-président. Il fait maintenant partie de l'équipe technique du SAIC/Leidos.

Google, la DARPA et la piste de l'argent

Bien avant le succès de Sergey Brin et Larry Page, le département informatique de l'université de Stanford était déjà très proche des services de renseignement de l'armée américaine. Une [lettre](#) remontant au 5 novembre 1984, provenant du Professeur Edward Feigenbaum, expert en intelligence artificielle (IA), était destinée à Rick Steinheiser. Cette lettre décrivait la direction du Projet de Programmation Heuristique de Stanford et désignait Steinheiser comme membre du « AI Steering Committee » (« Comité de Pilotage IA »). La liste des participants à une conférence, financée par le Bureau de Recherche de la Marine du Pentagone (ONR, Office of Naval Research), décrivait Steinheiser comme délégué sous l'appellation « OPNAV Op-115 » – qui se rapporte au programme du Bureau du chef des opérations navales, qui joua un rôle majeur dans les systèmes numériques avancés pour l'armée.

Depuis les années 70, le professeur Feigenbaum et ses collègues ont mené le Projet de Programmation Heuristique, en [contrat](#) avec la DARPA, [jusque](#) dans les années 90. Feigenbaum, à lui seul, reçut un peu [plus de 7 millions de dollars](#) durant cette période pour son travail à la DARPA, ainsi que d'autres financements de la NSF, la NASA et l'ONR.

Le superviseur de Brin à Stanford, le professeur Jeffrey Ullman, faisait partie en 1996 du projet de financement du [programme](#) « d'Intégration Intelligente de l'Information » de la DARPA. La même année, Ullman a co-présidé des réunions sponsorisées par la DARPA sur l'échange de données entre systèmes multiples.

En septembre 1998, alors que Sergey Brin échangeait avec les représentants du renseignement américain Steinheiser et Thuraingham, les entrepreneurs en technologies Andreas Bechtolsheim et David Cheriton ont investi 100 000 \$ chacun dans Google. Tous deux sont liés à la DARPA.

Doctorant en ingénierie électrique à Stanford dans les années 80, le projet de la première station de travail SUN de Bechtolsheim a été [financé](#) par la DARPA et le département informatique de Stanford. Ce projet de recherche constitue les fondations de Sun Microsystems, fondé par Bechtolsheim et William Joy.

Tout comme Bechtolsheim, David Cheriton a co-investi dans Google. Cheriton est un professeur d'informatique de l'université de Stanford et ayant des relations encore plus étroites avec la DARPA. Sa [biographie](#) à l'université canadienne d'Alberta, qui l'a récompensé d'un doctorat honorifique en science en novembre 2014, décrit ses travaux de recherche en spécifiant qu'il a reçu le soutien de la DARPA pendant plus de 20 ans.

Au même moment, Bechtolsheim quitta Sun Microsystems en 1995, co-fondant Granite Systems avec son ami et investisseur de Google, Cheriton. Ils revendent Granite à Cisco Systems en 1996, mais conservent le contrôle de Granite, et deviennent ainsi de hauts dirigeants chez Cisco.

Un email émanant du corpus Enron (une base de données de 600 000 emails récupérée par la Commission fédérale de régulation de l'énergie et rendue publique) envoyé par Richard O'Neill, invitant les dirigeants d'Enron à participer au Highlands Forum, montre que les dirigeants de Cisco et Granite sont intimement liés au Pentagone. Cet email révèle qu'en mai 2000 William Joy, partenaire de Bechtolsheim et co-fondateur de Sun Microsystems, participa au Forum pour débattre des nanotechnologies et d'informatique moléculaire (il était alors PDG de Sun et en dirigeait la recherche).

En 1999, William Joy a également co-dirigé le Comité Consultatif en Technologie de l'Information du Président, supervisant un rapport reconnaissant que la DARPA avait :

« ... revu ses priorités dans les années 90 afin que tous les financements pour les technologies de l'information soient jugés en termes de bénéfices aux militaires. »

Ainsi, au cours des années 90, les financements de la DARPA pour Stanford, incluant Google, visaient explicitement les technologies qui permettraient d'améliorer les services de renseignement du Pentagone dans les théâtres de guerre.

Le rapport de William Joy recommandait davantage de financements provenant du gouvernement fédéral, au travers du Pentagone, de la NASA et d'autres agences, au bénéfice du secteur des technologies de l'information (IT). Greg Papadopoulos, autre collègue de Bechtolsheim et dirigeant technique chez Sun Microsystems, participa également au Highlands Forum du Pentagone en septembre 2000.

En novembre, le Highlands Forum invita Sue Bostrom, qui était alors vice-présidente de l'activité Internet chez Cisco et faisait partie du comité de direction avec Bechtolsheim et Cheriton. Le forum invita également Lawrence Zuriff, alors directeur associé chez Granite (revendu à Cisco par Cheriton et Bechtolsheim). Zuriff était auparavant prestataire au SAIC de 1993 à 1994, travaillant avec le Pentagone sur des problèmes de sécurité nationale, en particulier pour l'ONA de Marshall. En 1994, le SAIC et l'ONA étaient, bien entendu, impliqués dans la création du Highlands Forum du Pentagone. Pendant son mandat au SAIC, on trouve un document de Zuriff intitulé « Understanding Information War » (« Comprendre la Guerre de l'Information »), remis au cours d'une table ronde organisée par le SAIC sur le thème de la Révolution dans les Affaires Militaires.

Après la création de Google, l'entreprise reçut 25 millions de dollars de fonds propres en 1999, amenés par Sequoia Capital et Kleiner Perkins Caufield & Byers. Selon [Homeland Security Today](#) [magazine mensuel sur la sécurité intérieure, NdT] : « Un certain nombre de start-ups, financées par Sequoia Capital, sont en contrat avec le Ministère de la Défense (DoD), en particulier après le 11-Septembre, quand Mark Kvamme (de Sequoia Capital) rencontra le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, pour discuter de l'application des technologies émergentes pour la guerre et le renseignement. » De même, Kleiner Perkins s'est grandement rapproché de In-Q-Tel, la société d'investissement en

capital à risque de la CIA, qui finance les start-ups pour « accélérer le développement de technologies de valeur “prioritaires” » pour la communauté du renseignement.

John Doerr, qui permit à Kleiner Perkins Capital d’obtenir une place au comité de direction de Google grâce à leurs investissements, était un des premiers gros investisseurs au démarrage de Sun Microsystems, l’entreprise de Becholshtein. Avec sa femme Anne, ils ont fondé le Center for Engineering Leadership de la Rice University, qui, en 2009, [reçut](#) 16 millions de dollars de la DARPA pour le projet PACE (Platform-Aware-Compilation-Environment) dans le cadre du programme de recherche et développement. Doerr est aussi très proche de l’administration Obama, qu’il conseilla peu après son arrivée au pouvoir afin [d’accélérer](#) les financements du Pentagone auprès de l’industrie technologique. En 2013, à la [conférence](#) Fortune Brainstorm TECH, Doerr applaudit « Comment la DARPA du ministère de la Défense a financé le GPS, CAD (Computer Aided Design), la plupart des secteurs de la science informatique, et bien entendu, Internet. »

En d’autres termes, depuis sa création, Google a été incubé, a grandi et a été financé par des intérêts qui étaient directement affiliés ou étroitement liés avec la communauté des services du renseignement américains, dont un grand nombre étaient intégrés au Pentagon Highlands Forum.

Google capture le Pentagone

En 2003, Google commença à personnaliser son moteur de recherche sous [contrat spécial](#) avec la CIA pour son Bureau de Gestion Intelink, « supervisant des intranets top-secrets, secrets et sensibles mais déclassifiés pour la CIA et d’autres agences de la communauté du renseignement, » selon Homeland Security Today. Cette année-là, le financement de la CIA était « discrètement » canalisé à travers la National Science Foundation vers des projets pouvant aider à créer « de nouvelles aptitudes pour combattre le terrorisme à travers l’usage de technologies avancées. »

L’année suivante, Google acheta la firme Keyhole, qui avait à l’origine été financée par In-Q-Tel. Se servant de Keyhole, Google commença à développer le logiciel de cartographie satellitaire avancée derrière Google Earth. L’ancienne directrice de la DARPA et co-présidente du Highlands Forum Anita Jones était au conseil d’administration d’In-Q-Tel à ce moment-là, et y demeure encore aujourd’hui.

Puis, en novembre 2005, In-Q-Tel émit une notification pour la vente de 2,2 millions de dollars d’actions de Google. La relation de Google avec le renseignement américain fut davantage mise en lumière quand une [entreprise d’IT](#) déclara dans une conférence privée de professionnels du renseignement, sur une base officieuse, qu’au moins une agence d’espionnage américaine travaillait pour « utiliser la capacité de surveillance des données [des usagers] de Google, » comme élément d’un effort d’acquisition de données « d’intérêt du domaine du renseignement pour la sécurité nationale. »

Une [photo](#) sur Flickr datée de mars 2007 révèle que Peter Norvig, le directeur de recherche de Google et expert en intelligence artificielle, avait assisté à une réunion du Highlands Forum du Pentagone cette année-là à Carmel, en Californie. Le lien intime de Norvig avec le forum dès cette année est également corroboré par son rôle dans [l’édition de la liste de lecture](#) du forum de 2007.

La photo ci-dessous montre Norvig en conversation avec Lewis Shepherd, qui à l’époque était officier supérieur de la technologie pour la DIA, et [responsable de](#) l’examen, de l’approbation et de l’architecture « de tous les nouveaux systèmes de hardware/software et d’acquisition pour la Global Defense Intelligence IT Enterprise », incluant des « technologies du big data ». Shepherd travaille désormais chez Microsoft. Norvig était chercheur en informatique à l’Université de Stanford en 1991 avant de rejoindre Sun Microsystems de Bechtolsheim comme chercheur attiré

jusqu'en 1994, devenant par la suite directeur de la division informatique de la NASA.



Lewis Shepherd (à gauche), alors dirigeant technique de l'Agence des Renseignements de l'Armée (Defense Intelligence Agency) du Pentagone, s'adresse à Peter Norvig (à droite), expert reconnu en intelligence artificielle et directeur de recherche chez Google. Photo de 2007 au Highlands Forum.

Norvig apparaît sur le [profil Google Plus](#) de O'Neill comme un contact proche. Le reste des connexions Google Plus de O'Neill illustre sa proximité avec non seulement les différents dirigeants de Google, mais aussi des plus grands noms de la communauté tech américaine.

Parmi ces connexions, on retrouve Michele Weslander Quaid, une ex-prestataire de la CIA et ancienne cadre du renseignement au Pentagone, qui est à présent directrice technique chez Google où elle développe des [programmes](#) pour « mieux répondre aux besoins des agences du gouvernement » ; Elizabeth Churchill, directrice de l'expérience utilisateur chez Google ; James Kuffner, expert en robots humanoïdes maintenant à la tête de la division robotique chez Google et ayant introduit l'expression « cloud robotics » [robotique s'appuyant sur la puissance d'Internet pour la gestion des données, NdT] ; Mark Drapeau, directeur de l'innovation dans la branche « secteur public » de Microsoft ; Lili Cheng, directrice du Future Social Experiences Labs (FUSE) chez Microsoft ; Jon Udell, « évangéliste » de Microsoft ; Cory Ondrejka, vice-présidente de l'ingénierie chez Facebook ; pour n'en citer que quelques-uns.

En 2010, Google signa un [contrat sans appel d'offre](#) à plusieurs millions de dollars avec l'agence sœur de la NSA, la National Geospatial-Intelligence Agency (NGA). Le contrat repose sur l'utilisation de Google Earth pour des services de

visualisation pour la NGA. Google avait développé le logiciel derrière Google Earth en rachetant Keyhole à la société de capital-risque de la CIA, In-Q-Tel.

L'année suivante, en 2011, une des connexions Google Plus de O'Neill, Michele Quaid – qui travailla en tant que dirigeante à la NGA, au bureau national de reconnaissance (NRO) et au bureau du directeur du renseignement national – quitta son poste dans l'administration pour rejoindre Google en tant qu'« évangéliste en innovation » mais également personne-contact pour trouver des contrats gouvernementaux. Le dernier poste de Quaid avant son entrée chez Google était celui de haute représentante du Directeur du Renseignement National auprès du Groupe de Travail sur le Renseignement, la Surveillance et la Reconnaissance, ainsi que conseillère supérieure du directeur du Joint and Coalition Warfighter Support (J&CWS) (Soutien au Combattant de Guerre Allié et de Coalition), auprès du sous-secrétaire à la défense pour le renseignement. Chacun de ces postes a pour objectif de rassembler des informations. Autrement dit, avant d'arriver chez Google, Quaid travaillait étroitement avec le bureau du sous-secrétaire à la Défense pour le renseignement, auquel le Highlands Forum du Pentagone est subordonné. Quaid a elle-même participé au forum, même si je ne peux confirmer quand et à quelle fréquence.

En mars 2012, la directrice de la DARPA de l'époque, [Regina Dugan](#) – qui à ce titre était aussi co-présidente du Highlands Forum du Pentagone – suivit sa collègue Quaid chez Google pour diriger le nouveau Groupe de Projets et de Technologies Avancées de l'entreprise. Pendant son temps au Pentagone, Dugan fut en pointe sur la cyber-sécurité stratégique et les médias sociaux, parmi d'autres initiatives. Elle était responsable d'avoir concentré une « part grandissante » du travail de la DARPA « sur l'examen de capacités offensives pour faire face à des besoins spécifiquement militaires, » s'assurant 500 millions de dollars de financement gouvernemental pour la [recherche cybernétique](#) de la DARPA de 2012 à 2017.





Regina Dugan, ancienne dirigeante de la DARPA et co-présidente du Highlands Forum, maintenant cadre supérieur chez Google – soigne son image de gagnante

En novembre 2014, l'expert éminent en intelligence artificielle et en robotique James Kuffner était délégué aux côtés de O'Neill à [l'Highlands Island Forum 2014](#) à Singapour, pour explorer « Le progrès en robotique et en intelligence artificielle : les implications pour la société, la sécurité et les conflits. » L'événement a inclus 26 délégués d'Autriche, d'Israël, du Japon, de Singapour, de Suède, de Grande-Bretagne et des USA, à la fois de l'industrie et du gouvernement. L'association de Kuffner avec le Pentagone, pour sa part, commença beaucoup plus tôt. En 1997, Kuffner était chercheur pendant son doctorat à Stanford pour le compte d'un projet [financé par le Pentagone](#) sur des robots mobiles autonomes, parrainé par la DARPA et l'US Navy.

Rumsfeld et la surveillance continue

En somme, beaucoup des cadres les plus élevés dans la hiérarchie de Google sont affiliés au Highlands Forum du Pentagone qui, au cours de la croissance de Google pendant la dernière décennie, a émergé à plusieurs reprises comme force de connexion et de rassemblement. L'incubation de Google par la communauté américaine du renseignement dès sa conception s'est déroulée à travers une combinaison de soutien direct et de réseaux informels d'influence financière, eux-mêmes étroitement alignés sur les intérêts du Pentagone.

Le Highlands Forum lui-même a utilisé la construction de relations informelles dans de tels réseaux privés pour réunir les secteurs de la défense et de l'industrie, permettant la fusion d'intérêts corporatistes et militaires en étendant l'appareil de surveillance dissimulé au nom de la sécurité nationale. Le pouvoir manié par le réseau fantôme représenté au forum peut, cependant, être perçu au mieux par son impact pendant l'administration Bush, quand il a joué un rôle direct pour littéralement rédiger les stratégies et les doctrines motivant les efforts américains pour parvenir à la « supériorité de l'information ».

En décembre 2001, O'Neill [a confirmé](#) que les discussions stratégiques du Highlands Forum alimentaient directement le remaniement stratégique d'Andrew Marshall de tout le DoD ordonné par le Président Bush et Donald Rumsfeld pour moderniser l'armée, dont la Quadrennial Defense Review [le réexamen du système de défense tous les quatre ans, NdT] – et que certaines des premières réunions du forum « ont abouti à la rédaction d'un ensemble de politiques, de stratégies, et de doctrines du DoD pour les forces armées dans la guerre de l'information. » Ce processus de « rédaction » des politiques de guerre de l'information du Pentagone « a été réalisé en liaison avec des gens comprenant différemment l'environnement – pas seulement des ressortissants des USA, mais également des étrangers, et des gens développant les technologies de l'information (IT) en entreprise. »

Les doctrines post-11-Septembre du Pentagone pour la guerre de l'information n'étaient à cette époque pas seulement rédigées par des fonctionnaires de la sécurité nationale des USA et d'ailleurs : elles l'étaient également par de puissantes entités corporatistes des secteurs de la défense et de la technologie.

En avril de cette année-là, le général James McCarthy termina son [remaniement](#) de la défense, ordonné par Rumsfeld. Son rapport soulignait à plusieurs reprises la surveillance de masse comme partie intégrante de la transformation du DoD. Pour ce qui est de Marshall, son [rapport](#) pour Rumsfeld qui suivit allait développer un plan directeur, pour déterminer l'avenir du Pentagone dans « l'ère de l'information ».

O'Neill avait aussi affirmé que pour développer la doctrine de la guerre de l'information, le forum avait tenu des

[discussions exhaustives](#) sur la surveillance électronique et sur « ce qui constitue un acte de guerre dans un environnement d'informations. » Des articles alimentant la politique de défense américaine écrits durant les années 1990 par les consultants de RAND John Arquilla et David Rondfeldt, tous deux membres de longue date du Highlands Forum, furent écrits « en conséquence de ces réunions, » explorant les dilemmes politiques sur la portée possible de l'objectif de « Supériorité de l'Information ». « L'une des choses qui était choquante pour le public américain était que nous ne prélevions pas électroniquement sur les comptes de Milosevic, alors qu'en fait nous en étions capables, » avait commenté O'Neill.

Malgré le fait que le processus de R&D autour de la stratégie de transformation du Pentagone demeure classé confidentiel, un indice sur les discussions du DoD ayant lieu durant cette période peut être glané sur une monographie de recherches de l'US Army School of Advanced Military Studies (École d'Études Militaires Avancées de l'Armée US) de 2005 dans le journal du DoD, [Military Review](#), écrite par un officier du renseignement de l'Armée en service actif.

« L'idée de la surveillance continue comme capacité transformatrice a circulé au sein de la communauté nationale du renseignement (IC) et du Ministère de la Défense (DoD) depuis au moins trois ans, » disait l'article, faisant référence à l'étude de transformation ordonnée par Rumsfeld.

L'article de l'Armée poursuivait en passant en revue une gamme de documents militaires officiels de haut niveau, dont un du Bureau du Président des Chefs d'État-Major Interarmées (Joint Chiefs of Staff) qui démontrait que la « Surveillance Continue » était un thème fondamental de la vision centrée sur l'information de la politique de défense pour tout le Pentagone.

Nous savons maintenant que deux mois avant le discours de O'Neill à Harvard en 2001, sous le programme TIA (Terrorism Information Awareness), le Président Bush avait secrètement autorisé la surveillance domestique par la NSA des citoyens US sans autorisation préalable délivrée par un tribunal, dans ce qui semble avoir été une modification illégale du projet de récupération de données ThinThread – ainsi que l'exposèrent plus tard les lanceurs d'alerte de la NSA William Binney et Thomas Drake.

Le nœud des start-ups de surveillance

Dès lors la SAIC, partenaire du Highlands Forum, joua dès le départ un rôle central dans l'essor de la NSA. Peu après le 11-Septembre, Brian Sharkey, responsable en charge du Secteur ELS3 de la SAIC (qui se focalisait sur les systèmes d'IT pour les balises d'urgence), fit équipe avec John Poindexter pour proposer le programme de surveillance du TIA. [Sharkey](#), de la SAIC, avait auparavant été directeur adjoint du [Bureau des Systèmes d'Information](#) à la DARPA durant les années 1990.

Pendant ce temps et à peu près au même moment, le vice-président de la SAIC pour le développement d'entreprise, [Samuel Visner](#), devint directeur des programmes de renseignement par transmission de la NSA. La SAIC faisait alors partie d'un consortium bénéficiant d'un contrat de 280 millions de dollars pour mettre au point l'un des systèmes secrets d'écoute de la NSA. En 2003, Visner retourna à la SAIC pour devenir directeur de la prévision stratégique et du développement commercial au sein du groupe de renseignement de la firme.

Cette année-là, la NSA consolida son programme [TIA](#) de surveillance électronique sans mandat, afin de garder « des traces des individus » et comprendre « comment ils s'accordent aux modèles » par le biais des profils à risque de citoyens américains et d'étrangers. Le TIA accomplissait cela en intégrant des bases de données financières, médicales, de voyages, d'éducation et autres dans une « énorme base de données virtuelle et centralisée. »

Ce fut aussi l'année où l'administration Bush esquaissa sa [feuille de route notoire des Opérations d'Information](#).

Décrivant l'Internet comme un « système d'armement vulnérable », la feuille de route des OI selon Rumsfeld avait plaidé que la stratégie du Pentagone « devrait être fondée sur la présomption que le Ministère [de la Défense] allait "combattre le Net" comme il combattrait un système d'armement ennemi. » Les USA avaient intérêt à rechercher un « contrôle maximal » du « spectre entier de systèmes, capteurs et armes de communication émergeant au niveau mondial, » plaidait le document.

L'année suivante, John Poindexter, qui avait proposé et géré le programme de surveillance TIA via son poste à la DARPA, était à Singapour pour prendre part à [l'Island Forum](#) 2004 de Highlands. Parmi les autres délégués figuraient notamment le co-président du Highlands Forum d'alors et l'officier en chef du renseignement (CIO, Chief Intelligence Officer) du Pentagone Linton Wells ; le président de l'entreprise notoire de la guerre de l'information du Pentagone, John Rendon ; Karl Lowe, directeur de la Joint Advanced Warfighting Division [la JAWD était prestataire de JFCOM, NdT] du Joint Forces Command [le JFCOM était une sorte de prestataire qui aidait à la transformation de l'Armée, NdT] ; le Vice-Maréchal de l'Air Force Stephen Dalton, directeur de l'aptitude à la supériorité de l'information au Ministère de la Défense britannique ; le Lt Gén Johan Kihl, chef d'état-major du QG du Commandant Suprême de l'armée suédoise.

Dès 2006, SAIC avait remporté un contrat de plusieurs millions de dollars avec la NSA pour développer un gros projet d'extraction de données dénommé [ExecuteLocus](#), en dépit de l'échec retentissant de son projet précédent ayant coûté 1 milliard de dollars, connu sous le nom de « Trailblazer ». Le travail sur des éléments centraux de TIA étaient « discrètement poursuivi » sous de « nouveaux noms de code », selon [Shane Harris](#) de Foreign Policy, mais avaient été dissimulés « derrière le voile du budget confidentiel du renseignement. » Le nouveau programme de surveillance avait alors été entièrement transféré de la juridiction de la DARPA à celle de la NSA.

Ce fut aussi l'année d'encre un autre Island Forum à Singapour, dirigé par Richard O'Neill pour le compte du Pentagone, qui comprenait parmi ses invités des responsables haut placés de la défense et de l'industrie issus des USA, du Royaume-Uni, de France, d'Inde et d'Israël. Les participants comptaient également parmi eux des spécialistes en technologie de Microsoft, IBM, ainsi que [Gilman Louie](#), partenaire de la firme d'investissement technologique Alsop Louie Partners.

Gilman Louie est un ancien PDG d'In-Q-Tel – la firme de la CIA qui investit surtout dans les start-ups développant la technologie d'extraction de données. In-Q-Tel fut fondée en 1999 par le Directoire de Science et de Technologie de la CIA, sous lequel le Bureau de Recherche & Développement (ORD) – qui avait fait partie du programme MDDS finançant Google – avait opéré. L'idée était essentiellement de remplacer les fonctions naguère remplies par l'ORD, en mobilisant le secteur privé pour mettre au point des solutions de technologie de l'information pour toute la communauté du renseignement.

Louie avait dirigé In-Q-Tel de 1999 à janvier 2006 – y compris quand Google acheta Keyhole, le logiciel de cartographie satellitaire financé par In-Q-Tel. Parmi ses collègues au conseil d'In-Q-Tel durant cette période se trouvaient l'ancienne directrice de la DARPA et co-présidente du Highlands Forum Anita Jones (qui y est toujours), ainsi que le membre fondateur du conseil d'administration [William Perry](#) : l'homme qui, dès le début, avait désigné O'Neill pour mettre en place le Highlands Forum. Se joignant à Perry comme membre fondateur du conseil d'administration d'In-Q-Tel se trouvait John Seely Brown, alors chercheur éminent chez Xerox Corp. et directeur de son Centre de Recherches de Palo Alto (PARC, Palo Alto Research Center) entre 1990 et 2002, et qui est aussi de longue date membre haut placé du Highlands Forum depuis son démarrage.

En plus de la CIA, In-Q-Tel a aussi été soutenu par le FBI, la NGA et la DIA, entre autres agences. Plus de 60% des investissements d'In-Q-Tel sous la direction de Louie l'ont été « dans des entreprises qui se spécialisent dans la collecte

automatique, le filtrage et la compréhension d'océans d'informations, » selon [News21](#) de la Medill School of Journalism, qui releva également que Louie en personne avait reconnu qu'il n'était pas certain « que la vie privée et les libertés civiques soient protégées » par l'usage par le gouvernement de ces technologies « pour la sécurité nationale ».

La [transcription](#) du discours de Richard O'Neill au séminaire d'Harvard fin 2001 démontre que le Highlands Forum du Pentagone avait initialement engagé Gilman Louie longtemps avant l'Island Forum, en fait peu après le 11-Septembre, pour explorer « ce qui se passe avec In-Q-Tel. » Cette session du forum s'est focalisée sur la méthode pouvant « tirer avantage de la rapidité présente dans le marché commercial, rapidité qui manquait au sein de la communauté scientifique et technologique de Washington, » et afin de comprendre « les implications pour le DoD en termes de revue stratégique, du QDR [Quadrennial Defense Review, révision de la politique de défense tous les quatre ans, NdT], de l'action du Capitole et des parties concernées. » Les participants à la réunion comprenaient « des militaires haut gradés », des officiers combattants, plusieurs officiers généraux, quelques « personnes de l'industrie de la défense » et divers élus US dont le représentant républicain au Congrès William Mac Thornberry et le Sénateur Démocrate Joseph Lieberman.

Thornberry et Lieberman sont tous les deux de farouches supporters de la surveillance par la NSA, ils ont constamment agi pour obtenir du soutien à une législation pro-guerre et pro-surveillance. Les commentaires de O'Neill indiquent que le rôle du Forum ne consiste pas seulement à permettre à des entrepreneurs d'écrire la politique du Pentagone, mais à obtenir un soutien politique aux orientations prises par le gouvernement, par la pression occulte des zones d'ombre du forum.

À plusieurs reprises, O'Neill a dit à son auditoire de Harvard que son boulot en tant que président du forum était de jauger des études de cas, issues d'entreprises réelles de l'ensemble du secteur privé, telles eBay et Human Genome Sciences, afin d'évaluer les bases d'une « Supériorité de l'Information » américaine – « comment dominer » le marché de l'information – et de s'en servir aux fins de « ce que veulent faire le président et le ministre de la défense vis-à-vis de la transformation du DoD et de sa stratégie. »

En 2007, un an après la réunion de l'Island Forum incluant Gilman Louie, Facebook reçut son second versement de 12,7 millions de dollars de financement de la part d'Accel Partners. Accel était dirigé par James Breyer, ancien président de la National Venture Capital Association (NVCA) (Association Nationale de Capital-Risque) où [Louie avait aussi siégé](#) au conseil d'administration quand il était encore PDG d'In-Q-Tel. Louie et Breyer avaient tous deux siégé ensemble au conseil de [BBN Technologies](#) – qui avait recruté l'ancienne patronne de la DARPA et administratrice d'In-Q-Tel, Anita Jones.

Le tour de table du financement de Facebook en 2008 qui s'élevait à 27,5 millions de dollars fut mené par Greylock Venture Capital. Les partenaires principaux de la firme comptent en leur sein Howard Cox, un autre ancien président de NVCA qui [siège également au conseil d'administration](#) d'In-Q-Tel. Hors Breyer et Zuckerberg, le seul autre membre du conseil d'administration de Facebook est Peter Thiel, co-fondateur de l'entreprise de défense Palatir qui fournit toutes sortes de technologies d'extraction et de visualisation de données au gouvernement américain, à des agences militaires et d'espionnage dont [la NSA et le FBI](#), et qui fut elle-même nourrie jusqu'à la viabilité financière par des membres du Highlands Forum.

Les co-fondateurs de Palatir, Thiel et Alex Karp, ont rencontré John Poindexter en 2004, selon [Wired](#), la même année où Poindexter avait assisté à l'Island Forum de Highlands à Singapour. Ils se sont vus au domicile de Richard Perle, un autre acolyte d'Andrew Marshall. Poindexter aida Palantir à ouvrir des portes, et à réunir « une légion d'avocats des plus hautes sphères du gouvernement. » Thiel rencontra également Gilman Louie d'In-Q-Tel, s'assurant du soutien de la CIA

lors de cette phase de démarrage.

Et ainsi nous avons bouclé la boucle. Des programmes d'extraction de données comme ExecuteLocus et d'autres qui lui sont liés, qui furent développés tout au long de cette période, ont apparemment posé les fondations des nouveaux programmes de la NSA qui seront finalement dévoilés par Edward Snowden. En 2008, alors que Facebook recevait son nouveau tour de table de financement de Greylock Venture Capital, des documents et des témoignages de lanceurs d'alerte ont confirmé que la NSA [ressuscitait effectivement le projet TIA](#) avec une attention particulière portée à l'extraction de données sur Internet via une surveillance intensive des emails, des messages texte et des navigations sur le Web.

Grâce à Snowden, maintenant nous savons aussi que le système d'exploitation « Renseignement de Réseau Numérique » [XKeyscore](#) de la NSA était conçu pour permettre aux analystes de fouiller non seulement des bases de données d'Internet telles que celles des emails, des discussions en ligne et des historiques de navigation, mais aussi les services téléphoniques, l'enregistrement audio des téléphones mobiles, les transactions financières et les communications mondiales des transports aériens – grosso modo la totalité du réseau mondial des télécommunications. SAIC, le partenaire du Highlands Forum, y a joué, parmi d'autres entreprises, un rôle de premier plan en produisant et en [administrant](#) XKeyscore de la NSA, et fut récemment mis en cause dans le [piratage par la NSA](#) du réseau privé Tor.

Le Highlands Forum du Pentagone a donc été intimement mêlé à tout ceci comme réseau entremetteur – mais aussi très directement. Venant confirmer son rôle essentiel dans l'expansion de l'appareil de surveillance mondiale emmené par les États-Unis, le co-président d'alors du forum, le CIO du Pentagone Linton Wells, déclara au [magazine FedTech](#) en 2009 qu'il avait supervisé la mise en application d'une « impressionnante architecture à long terme l'été dernier qui fournira jusqu'aux alentours de 2015 une sécurité de plus en plus sophistiquée. »

La connexion Goldman Sachs

Lorsque j'interrogeai Wells sur l'influence exercée par le forum sur la surveillance de masse aux USA, il ne me répondit seulement qu'il ne ferait pas de commentaire, et qu'il ne dirigeait plus le groupe.

Comme Wells n'est plus au gouvernement, il fallait s'y attendre – mais il est encore connecté à Highlands. À partir de septembre 2014, après avoir livré son important livre blanc sur la transformation du Pentagone, il a rejoint l'Initiative de Cyber-Sécurité (CySec) de l'Institut d'Études Internationales de Monterey (MIIS) en tant que membre honoraire distingué.

Malheureusement, il ne s'agissait pas là d'une façon de rester actif pendant sa retraite. Le geste de Wells a souligné que le Pentagone conçoit que la guerre de l'information ne concerne pas uniquement la surveillance, mais l'exploitation de la surveillance pour influencer à la fois le gouvernement et l'opinion publique.

L'initiative CySec du MIIS est désormais [officiellement associée](#) au Highlands Forum du Pentagone à travers un [Protocole d'Accord](#) signé avec la principale du MIIS, le [Dr Amy Sands](#), qui siège au Comité Consultatif de Sécurité Internationale du Ministre des Affaires Étrangères (Secretary of State's International Security Advisory Board). Le site web de CySec au MIIS déclare que le Protocole d'Accord signé avec Richard O'Neill :

« ... pose les jalons des réunions conjointes à venir du CySec du MIIS et du Highlands Group, qui exploreront l'impact de la technologie sur l'engagement en matière de sécurité, de paix et d'information. Pendant presque 20 ans le Highlands Group a engagé le secteur privé et des dirigeants du gouvernement dont le Directeur du Renseignement National, la DARPA, le Bureau du Ministre de la Défense, le Bureau du Ministre à la Sécurité du Territoire et le Ministre de la Défense de Singapour dans des conversations créatives pour encadrer les domaines de la politique et de la recherche

technologique. »

Qui est le mécène financier de la nouvelle initiative conjointe de Highlands du Pentagone et de CySec au MIIS ? Selon le [site](#) de CySec au MIIS, l'initiative fut lancée « à travers une donation généreuse de capital de départ provenant de George Lee. » George C. Lee est un associé haut placé à Goldman Sachs, où il est le directeur principal de l'information de la division d'investissement bancaire, et président de Global Technology, Media and Telecom (TMT) Group.

Mais voici le meilleur. En 2011, ce fut Lee qui manigança l'estimation de Facebook à 50 millions de dollars, et qui s'était précédemment occupé des contrats d'autres géants du secteur connectés à Highlands tels Google, Microsoft et eBay. Le patron de Lee à l'époque, Stephen Friedman, un ex-PDG et président du conseil de Goldman Sachs puis plus tard associé principal du conseil exécutif de la firme, avait également été [membre fondateur du conseil](#) d'In-Q-Tel aux côtés du grand seigneur du Highlands Forum, William Perry, et du membre du forum, John Seely Brown.

En 2001, Bush nomma Stephen Friedman au Comité Consultatif sur le Renseignement du Président (President's Intelligence Advisory Board), puis ensuite à la présidence de ce comité de 2005 à 2009. Friedman avait précédemment été membre, avec Paul Wolfowitz et d'autres, de la commission d'enquête présidentielle de 1995-6 sur les capacités américaines en termes de renseignement, et en 1996 du [Jeremiah Panel](#) qui produisit un rapport pour le Directeur du Bureau National de Reconnaissance (NRO) – l'une des agences de surveillance branchées au Highlands Forum. Friedman siégea au Jeremiah Panel avec Martin Faga, alors vice-président et directeur général du Centre pour des Systèmes de Renseignement Intégrés de MITRE Corp. – où Thuraisingham, qui avait dirigé le programme CIA-NSA-MDDS inspirateur de l'extraction de données contre-terroriste de la DARPA, avait aussi été ingénieur en chef.

Dans les notes de bas de page d'un chapitre du livre, Cyberspace and National Security (Georgetown University Press), le cadre de SAIC/Leidos Jeffrey Cooper révèle qu'un autre associé principal de Goldman Sachs, Philip J. Venables – qui en tant que directeur principal au risque informatique dirige les programmes de sécurité informatique de la firme – livra une présentation au Highlands Forum de 2008 lors de ce qui fut intitulé une « Session d'Enrichissement sur la Dissuasion ». Le chapitre de Cooper puise dans la présentation de Venables à Highlands « avec son autorisation ». En 2010, Venables prit part avec son patron du moment Friedman à une réunion de [l'Institut d'Aspen](#) sur l'économie mondiale. Au cours des dernières années, [Venables](#) a également siégé à [divers comités d'attribution de prix de la NSA sur la cyber sécurité](#).

En somme, la firme responsable de la création des milliardaires des sensations de la tech du 21^e siècle, de Google à Facebook, est intimement liée à la communauté américaine du renseignement militaire ; avec Venables, Lee et Friedman, ils sont liés soit directement au Highlands Forum du Pentagone, soit à des membres haut placés de celui-ci.

Combattre la terreur par la terreur

La convergence de ces intérêts militaires et financiers puissants autour du Highlands Forum, à travers l'appui de George Lee, nouveau partenaire du forum, l'initiative CySec du MIIS est en elle-même révélatrice.

La directrice de CySec au MIIS, le Dr Itamara Lochard, fait depuis longtemps partie du décor à Highlands. Elle « présente régulièrement les recherches en cours sur les acteurs non-étatiques, la gouvernance, la technologie et les conflits au Bureau américain du Highlands Forum au ministère de la Défense, » selon sa biographie de [Tufts University](#). De plus, [elle](#) « conseille régulièrement des officiers combattants américains » et se spécialise dans l'étude de l'usage de la technologie de l'information par « des groupes sous-étatiques violents et non-violents. »





Dr Itamara Lochard

Dr Itamara Lochard est membre dirigeante du Highlands Forum et spécialiste des opérations d'information au Pentagone. Elle dirige l'initiative MIIS CyberSec qui soutient maintenant le Highlands Forum du Pentagone avec un financement de l'associé de Goldman Sachs, George Lee, qui a dirigé les valorisations de Facebook et Google.

Le Dr Lochard entretient une [base de données](#) sur 1700 acteurs hors-État comprenant « des insurgés, des milices, des terroristes, des organisations criminelles complexes, des gangs organisés, des cyber-acteurs malveillants et des acteurs non-violents stratégiques, » afin d'analyser leurs « schémas d'organisation, leurs domaines de coopération, leurs stratégies et leurs tactiques. » Prenez bien note, ici, de la mention « acteurs non-violents stratégiques » – ce qui couvre peut-être des ONG et autres groupes ou organisations engagés dans une activité ou une campagne politique ou sociale, à en juger par le centre d'attention [d'autres](#) programmes de recherche du DoD.

Depuis 2008, Lochard a été professeure adjointe à l'Université américaine des Opérations Spéciales Conjointes (US Joint Special Operations University) où elle enseigne un [cours avancé top secret](#) en « Guerre Irrégulière », qu'elle a conçu pour les officiers supérieurs des forces spéciales américaines. Elle avait auparavant donné des cours sur la « Guerre Interne » à des « officiers politico-militaires » supérieurs de divers régimes du Golfe Persique.

Ses points de vue dévoilent une grande part de ce que le Highlands Forum a défendu toutes ces années. En 2004, Lochard a co-écrit une étude pour l'Institut de l'US Air Force pour les Études de Sécurité Nationale ([US Air Force](#)

[Institute for National Security Studies](#)) sur la stratégie US envers les « groupes armés non-étatiques ». L'étude arguait d'une part que les groupes armés non-étatiques devaient être d'urgence reconnus comme une « priorité sécuritaire de premier niveau, » et d'autre part que la prolifération de groupes armés « fournit des opportunités stratégiques qui peuvent être exploitées pour appuyer l'application d'objectifs politiques. Il y a eu et il y aura des occasions où les États-Unis peuvent trouver que la collaboration avec un groupe armé est dans son intérêt stratégique. » Mais « des outils sophistiqués » doivent être développés pour différencier les groupes entre eux et comprendre leurs dynamiques, pour déterminer quels groupes doivent être contrés, et lesquels peuvent être exploités au bénéfice des intérêts des objectifs américains de politique extérieure. »

En 2008, [WikiLeaks](#) a dévoilé au public un manuel de terrain confidentiel des Opérations Spéciales de l'armée américaine, qui démontrait que la façon de penser promue par le genre d'expert de Highlands qu'est Lochard avait été adoptée à la lettre par les forces spéciales.

Le travail de Lochard démontre ainsi que le Highlands Forum se tenait au croisement de la stratégie avancée du Pentagone sur la surveillance, les opérations secrètes et la guerre irrégulière : la mobilisation de la surveillance de masse pour développer des informations détaillées sur des groupes violents et non-violents perçus comme potentiellement menaçants pour les intérêts américains, ou offrant des opportunités d'exploitation, menant directement aux opérations secrètes américaines.

Ceci, en fin de compte, est la raison pour laquelle la CIA, la NSA et le Pentagone ont enfanté Google. Afin qu'ils puissent mener leurs guerres secrètes avec encore plus d'efficacité que jamais auparavant.

Source : [Insurge Intelligence](#), le 22/01/2015

Traduit par les lecteurs du site www.les-crises.fr.

Deuxième partie [à lire demain ici](#).

Le Dr. Nafeez Ahmed est un journaliste d'investigation, auteur à succès et spécialiste de la sécurité internationale. Ancien auteur au Guardian, il écrit la chronique « System Shift » pour le Motherboard de VICE et est également chroniqueur pour le Middle East Eye. Il est le lauréat d'un Project Censored Award en 2015 pour un journalisme d'investigation exceptionnel, en vertu de son travail au Guardian. Il a également écrit pour The Independent, le Sydney Morning Herald, The Age, The Scotsman, Foreign Policy, The Atlantic, Quartz, Prospect, New Statesman, Le Monde Diplomatique, New Internationalist, Counterpunch, Truthout, parmi d'autres.





Nous vous proposons cet article afin d'élargir votre champ de réflexion. Cela ne signifie pas forcément que nous approuvons la vision développée ici. Dans tous les cas, notre responsabilité s'arrête aux propos que nous reportons ici. [\[Lire plus\]](#) Nous ne sommes nullement engagés par les propos que l'auteur aurait pu tenir par ailleurs - et encore moins par ceux qu'il pourrait tenir dans le futur. Merci cependant de nous signaler par le formulaire de contact toute information concernant l'auteur qui pourrait nuire à sa réputation.

[Google et la NSA, par Nafeez Ahmed](#)

[Share](#)

Source : [Insurge Intelligence](#), le 22/01/2015

Plongée à l'intérieur du réseau secret derrière la surveillance de masse, la guerre éternelle et Skynet. Par Nafeez Ahmed

Suite [de cette première partie](#).



La surveillance de masse passe par le contrôle. Ses promulgateurs soutiennent, et croient même, que ce contrôle est pour le bien commun, un contrôle qui est nécessaire pour limiter le désordre, afin d'être pleinement attentif à la prochaine menace. Mais dans le contexte d'une corruption politique effrénée, d'inégalités économiques qui se creusent et de la tension croissante autour des ressources due au changement climatique et à l'instabilité de l'offre énergétique,

la surveillance de masse peut devenir un outil du pouvoir pour se perpétuer lui-même, au détriment des citoyens.

Une fonction majeure de la surveillance de masse qui est souvent oubliée est celle de connaître l'ennemi au point de pouvoir le manipuler jusqu'à la défaite. Le problème est que les ennemis ne sont pas que des terroristes. C'est vous et moi. De nos jours, bien que systématiquement ignoré par la plupart des médias, le rôle de l'information de guerre en tant que propagande bat son plein.

INSURGE INTELLIGENCE révèle ici comment la cooptation de géants de la technologie comme Google par le Highlands Forum du Pentagone, afin d'exercer une surveillance de masse, a joué un rôle clé dans des efforts secrets pour manipuler les médias dans le cadre d'une guerre d'information contre le gouvernement américain, le peuple américain et le reste du monde : pour justifier une guerre sans fin, et un expansionnisme militaire incessant.

La machine de guerre

En septembre 2013, le site internet de [l'Initiative de Cyber Sécurité du Monterey Institute for International Studies \(MIIS CySec\)](#) posta une version finale d'un article sur la « cyber dissuasion » par le consultant de la CIA Jeffrey Cooper, le vice-président de SAIC [contractuel de la défense américaine, NdT] et [membre fondateur](#) du Highlands Forum du Pentagone. L'article fut présenté au général Keith Alexander, alors directeur de la NSA, à une réunion du Highlands Forum intitulée « Cyber Commons, Engagement and Deterrence » en 2010.



Le général Keith Alexander (au milieu), qui a servi en tant que directeur de la NSA, chef du Central Security Service de 2005 à 2014, et chef de l'US Cyber Command de 2010 à 2014, à la réunion du Highlands Forum de 2010 sur la cyber-dissuasion

MIIS CySec est officiellement associé au Highlands Forum du Pentagone à travers un MoU [Memorandum of Understanding, document décrivant des accords multilatéraux entre plusieurs parties, NdT] signé entre le recteur et le président du Forum Richard O'Neill, alors que l'initiative est, elle, fondée par George C. Lee : le cadre de Goldman Sachs qui a dirigé les valorisations à dix chiffres de Facebook, Google, eBay, et d'autres compagnies technologiques.

L'article révélateur de Cooper n'est plus disponible sur le site de la MIIS, mais une version finale est disponible via les registres d'une [conférence publique sur la sécurité nationale](#) accueillie par l'American Bar Association (Association américaine du barreau). Actuellement, Cooper est l'agent d'innovation en chef de la SAIC/Leidos [Science Applications International Corporation, entreprise privée de défense qui travaille avec la NSA, devenue Leidos, NdT], qui fait partie d'un consortium d'entreprises traitant de la technologie de défense incluant Booz Allen Hamilton et d'autres engagées pour développer le potentiel de surveillance de la NSA.

Le rapport du Highlands Forum pour le chef de la NSA était commandé par un [contrat](#) du sous-secrétaire à la défense

pour le renseignement, et basé sur des concepts développés lors de précédentes réunions du Forum. Il fut présenté au général Alexander pendant une « séance à huis clos » du Highlands Forum présidée par le directeur du MIIS CySec, le docteur Itamara Lochard, du Center for Strategic and International Studies (CSIS) à Washington.



De la SAIC/Leidos, Jeffrey Cooper (au milieu), membre fondateur du Highlands Forum du Pentagone, écoutant Phil Venables (à droite), associé principal de Goldman Sachs, lors de la séance de 2010 du Forum sur la cyber dissuasion au CSIS

Comme l'IO roadmap de Rumsfeld [Opérations d'information de la feuille de route, commandée par le Pentagone en 2003 et déclassifiée en janvier 2006. Elle décrit la vision de l'armée américaine sur la guerre de l'information, en mettant l'accent sur l'internet, NdT], le rapport de la NSA de Cooper décrit « des systèmes d'information numériques » autant comme une « grande source de vulnérabilité » que « des outils et armes puissants » pour « la sécurité nationale ». Il a défendu le besoin pour le cyber-renseignement américain de maximiser « la connaissance détaillée » d'ennemis réels et potentiels, afin qu'ils puissent identifier « tous les points de levier possibles » qui puissent être exploités pour la dissuasion et la riposte. « La dissuasion en réseau » nécessite que la communauté du renseignement américain développe « une forte compréhension et une connaissance précise des réseaux particuliers concernés et leurs modèles de relations, dont les types et la forces des liens, » aussi bien que l'usage de science cognitive et comportementale pour aider à prédire les modèles. Son article continue essentiellement à mettre en place une architecture théorique pour modéliser les données obtenues de la surveillance et de l'exploitation des réseaux sociaux sur les « adversaires » et les « contreparties » éventuels.

Un an après ce briefing avec le chef de la NSA, Michele Weslander Quaid — une autre déléguée du Highlands Forum — a rejoint Google pour y travailler en tant que directeur technique (CTO), quittant ainsi son poste au Pentagone où elle conseillait le sous-secrétaire d'État à la défense pour le renseignement. Deux mois plus tôt, le groupe de travail sur le renseignement de la défense du Defense Science Board (DSB) publia son rapport sur les opérations de la contre-insurrection, le renseignement, la surveillance et la reconnaissance. Quaid faisait partie des experts du renseignement gouvernemental qui ont conseillé et briefé le groupe de travail du DSB pour préparer leur rapport. Un autre expert qui a briefé le groupe de travail était un vétéran du Highlands Forum, Linton Wells. Le rapport du DSB avait lui-même été

commandé par James Clapper nommé par Bush, alors sous-secrétaire d'État à la défense pour le renseignement — qui avait également commandé le briefing du Highlands Forum de Cooper au général Alexander. Clapper est dorénavant le nouveau directeur du renseignement national d'Obama, qualité en laquelle il a prêté serment au Congrès en déclarant en mars 2013 que la NSA ne collecte absolument aucune donnée sur les citoyens américains.

Le passé de Michele Quaid à travers la communauté du renseignement militaire américain était de répandre l'utilisation des outils internet et de la technologie du cloud [stockage de données sur serveur distant, NdT]. L'empreinte de ses idées est évidente dans les sections clés du rapport du groupe de travail, qui décrit son objectif d'« influencer les décisions d'investissement » au Pentagone « en recommandant des capacités de renseignement appropriées pour évaluer les insurrections, comprendre une population dans son environnement, et soutenir les opérations COIN [de contre-insurrection, NdT]. »

Le rapport a désigné 24 pays dans le sud et le sud-ouest de l'Asie, le nord et l'ouest de l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Amérique du sud, qui pourraient représenter « des défis COIN potentiels » pour l'armée américaine dans les années à venir. On y trouve le Pakistan, le Mexique, le Yémen, le Nigéria, le Guatemala, la Cisjordanie, l'Égypte, l'Arabie saoudite, le Liban, parmi d'autres « régimes autocratiques ». Le rapport déclare que « les crises économiques, le changement climatique, les pressions démographiques, les pénuries de ressources ou une mauvaise gouvernance pourraient être la raison pour laquelle ces États (ou d'autres) échouent ou deviennent si faibles qu'ils deviennent des cibles faciles pour les agresseurs ou insurgés. » A partir de là, « l'infrastructure mondiale de l'information » et les « médias sociaux » peuvent rapidement « augmenter la vitesse, l'intensité et la dynamique des événements » avec des implications régionales. « Ces zones pourraient devenir des sanctuaires à partir desquels il devient possible de lancer des attaques sur le territoire américain, recruter du personnel, trouver des financements, faire de l'entraînement et des opérations d'approvisionnement. »

L'impératif dans ce contexte est d'augmenter la capacité de l'armée à anticiper les intentions de l'ennemi comme le préconise « left of bang » [titre du livre de stratégie de Patrick Van Horne et Jason Rileydes, NdT] — avant de décider d'un engagement majeur des forces armées — pour éviter les insurrections ou les anticiper tout en restant dans une phase de début de conflit. Le rapport arrive à la conclusion que « Internet et les médias sociaux sont des sources critiques d'analyse des données des réseaux sociaux, dans les sociétés qui ne sont pas seulement alphabétisées, mais aussi connectées à Internet. » Cela nécessite « un suivi de la blogosphère et d'autres médias sociaux dans beaucoup de langues et de cultures différentes » pour la préparation « d'opérations centrées sur la population ».

Le Pentagone doit aussi augmenter sa capacité de « modélisation et simulation du comportement », afin de « mieux comprendre et anticiper les actions d'un peuple » à partir de « données sur les populations, les réseaux humains, la géographie et d'autres caractéristiques économiques et sociales. » De telles « opérations centrées sur la population seront également de plus en plus nécessaires dans les conflits de ressources qui se préparent, qu'elles soient fondées sur l'accès à l'eau, l'effort agricole et environnemental, ou la rupture des ressources minières. Cela doit inclure la surveillance de la démographie comme partie fondamentale du cadre des ressources naturelles. »

D'autres domaines de développement sont « une surveillance aérienne vidéo, des données à haute résolution du terrain, des capacités de cloud computing, de fusion de données pour toutes les formes de renseignement dans un cadre spatio-temporel cohérent pour l'organisation et l'indexation des données, le développement de cadres de sciences sociales qui peuvent soutenir le codage et l'analyse spatio-temporelle, la distribution de technologies d'authentification biométrique multi-formes [comme les empreintes digitales, les scans de la rétine et des échantillons d'ADN] au service de processus administratifs les plus élémentaires, afin de relier toutes les opérations aux individus qui

les ont réalisées. De plus, l'académie doit être prête à aider le Pentagone à développer le côté anthropologique, socio-culturel, historique, géographique, éducationnel, de santé publique et de nombreuses autres formes de la vie sociale et des données de la science du comportement et de l'information afin de développer une compréhension approfondie des populations. »

Quelques mois après avoir rejoint Google, Quaid a présenté l'entreprise en août 2011 à la clientèle de la Defense Information Systems Agency (DISA) du Pentagone et du [Forum](#) de l'industrie. Le forum donnait l'opportunité aux « Services, à la direction des combattants, aux agences, aux forces de la coalition » de « dialoguer directement avec l'industrie sur des technologies innovantes afin de permettre et d'assurer des moyens du soutien de nos combattants. » Les participants à l'événement ont fait partie intégrante des efforts visant à créer une « entreprise de défense de l'environnement de l'information, » définie comme « une plate-forme intégrée qui inclut le réseau, l'informatique, l'environnement, les services, l'assurance de l'information, et les capacités de NetOps [Network Operations, chargé avec le DoD d'organiser le renseignement, NdT], permettant aux combattants de « se connecter, s'identifier, découvrir et partager des informations et de collaborer à travers l'éventail complet des opérations militaires. » La plupart des panélistes du forum étaient des fonctionnaires du DoD (Department of Defense), sauf pour seulement quatre panélistes de l'industrie, y compris Quaid de Google.

Des fonctionnaires du DISA ont également participé au Highlands Forum — comme [Paul Friedrichs](#), directeur technique et ingénieur en chef du Bureau de sûreté de l'information du DISA.

La connaissance est le pouvoir

Compte tenu de tout cela, il est peu surprenant qu'en 2012, quelques mois après que Regina Dugan, la vice-présidente du Highlands Forum, quitte le DARPA [Defense Advanced Research Projects Agency, agence du DoD, NdT] pour rejoindre Google en tant que cadre supérieur, le [général Keith Alexander](#) (alors chef de la NSA) ait envoyé un email au cadre et membre fondateur de Google Sergey Brin pour débattre du partage de l'information concernant la sécurité nationale. Dans ces courriels, obtenus dans le cadre de la liberté de l'information par le journaliste d'investigation Jason Leopold, le général Alexander décrivait Google comme un « membre clé de la Défense industrielle de base [de l'armée américaine] », une position que Michele Quaid partage apparemment. L'entente cordiale qu'entretenait Brin avec l'ancien chef de la NSA est maintenant parfaitement logique, étant donné que Brin a été en contact avec des représentants de la CIA et de la NSA, qui ont en partie financé et supervisé la création du moteur de recherche Google, depuis le milieu des années 1990.

En juillet 2014, Quaid s'est entretenue avec un groupe spécial de l'armée américaine à propos de la création d'une « cellule d'acquisition rapide » pour faire avancer « les cyber-capacités » de l'armée américaine dans le cadre de l'initiative de transformation de la [Force 2025](#). Elle [a dit](#) à des responsables du Pentagone que « beaucoup des objectifs de la Force 2025 peuvent être atteints avec la technologie disponible dans le commerce ou en développement aujourd'hui, » ré-affirmant que « l'industrie est prête à collaborer avec l'armée pour soutenir le nouveau paradigme. » Vers la même époque, la plupart des médias claironnaient l'idée que Google essayait de se [libérer](#) du financement du Pentagone, mais en réalité Google avait changé de tactique pour développer indépendamment des techniques commerciales en modifiant les applications à objectifs militaires du Pentagone.

Pourtant, Quaid est loin d'être le seul personnage-clé dans la relation de Google avec la communauté du renseignement militaire américain.

Un an après que Google ait acheté le logiciel de cartographie par satellite Keyhole, issu d'un projet de la CIA, à la société

de capital-risque In-Q-Tel en 2004, le directeur de l'évaluation technique de cette dernière, Robert Painter — qui a joué un rôle clé dans l'investissement dans Keyhole à In-Q-Tel, est allé chez Google. A In-Q-Tel, le travail était axé sur l'identification, la recherche et l'évaluation des « nouvelles start-up technologiques que l'on pensait pouvoir proposer à une valeur considérable à la CIA, l'Agence nationale de renseignement géospatial et la Defense Intelligence Agency. » En effet, la NGA avait confirmé que les renseignements obtenus par Keyhole ont été utilisés par la NSA pour soutenir les opérations américaines en Irak [à partir de 2003](#).

Ancien officier des opérations spéciales du renseignement de l'armée américaine, le nouveau poste de Painter chez Google à partir de juillet 2005 a été celui de directeur fédéral de ce que Keyhole allait devenir : Google Earth Enterprise. En 2007, Painter était devenu technologue fédéral en chef chez Google.

Cette année-là, Painter a déclaré au Washington Post que Google était « en phase de démarrage » de la vente de [versions avancées et secrètes](#) de ses produits pour le gouvernement américain. « Google a intensifié sa force de vente dans la région de Washington au cours de la dernière année pour adapter ses produits technologiques aux besoins de l'armée, des organismes civils et de la communauté du renseignement, » a rapporté le Post. Le Pentagone utilisait déjà une version de Google Earth développée en partenariat avec Lockheed Martin pour « l'affichage d'information pour les militaires sur le terrain en Irak, y compris la cartographie des régions clés du pays, et soulignant des quartiers sunnites et chiites de Bagdad, ainsi que des bases militaires des États-Unis et irakiennes de la ville. Ni Lockheed ni Google n'ont expliqué comment l'agence géo-spatiale utilise les données. » Google a tenté de vendre au gouvernement de nouvelles « versions améliorées de Google Earth et de moteurs de recherche qui peuvent être utilisés en interne par les agences. »

Des [dossiers](#) de la Maison-Blanche qui ont fui en 2010 montraient que les dirigeants de Google ont tenu plusieurs réunions avec des hauts fonctionnaires du Conseil de sécurité nationale des États-Unis. Alan Davidson, directeur des affaires gouvernementales chez Google, a tenu au moins trois réunions avec des représentants du Conseil national de sécurité en 2009, y compris avec le directeur principal de la Maison-Blanche pour les affaires russes Mike McFaul, et le conseiller au Moyen-Orient Daniel Shapiro. Il est également apparu à partir d'une demande de brevet pour une application Google que la compagnie avait délibérément collecté des données « payantes » à partir de réseaux wifi privés qui permettraient l'identification et la « géolocalisation ». Pendant la même année, nous le savons maintenant, Google a signé un accord avec la NSA donnant à l'agence un accès ouvert à l'information personnelle de ses utilisateurs, de son matériel et de ses logiciels, au nom de la cyber-sécurité — accords que le général Alexander était occupé à répliquer à des centaines de PDG d'entreprises de télécom à travers le pays.

Ainsi, ce n'est pas seulement Google qui est un facteur clé et un fondement du complexe militaro-industriel des États-Unis, c'est la totalité de l'internet, et le large éventail d'entreprises du secteur privé — beaucoup entretenues et financées secrètement par la communauté du renseignement américain (ou par des financiers puissants intégrés dans cette communauté) — qui soutiennent l'internet et l'infrastructure des télécommunications ; c'est aussi la myriade de [start-ups](#) de vente des technologies de pointe à la société de capital-risque de la CIA In-Q-Tel, où ils peuvent ensuite être adaptés et perfectionnés pour des applications destinées à la communauté du renseignement militaire. En fin de compte, l'appareil de surveillance mondiale et les outils classés secrets utilisés par des organismes comme la NSA pour l'administrer, ont été presque entièrement faits par des chercheurs externes et des entrepreneurs privés comme Google, qui opèrent en dehors du Pentagone.

Cette structure, reflétée dans le fonctionnement du Highlands Forum du Pentagone, permet au Pentagone de profiter rapidement des innovations technologiques, occasions qui autrement seraient manquées, tout en gardant le secteur privé indépendant, tout du moins en apparence, afin d'éviter des questions gênantes sur l'utilisation réelle de cette

technologie.

Mais n'est-ce pas tellement évident ? La raison d'être du Pentagone est la guerre, qu'elle soit ouverte ou secrète. En aidant à construire l'infrastructure de surveillance technologique de la NSA, les entreprises comme Google sont complices de ce que le complexe militaro-industriel fait le mieux : tuer pour de l'argent.

Comme la nature de la surveillance de masse l'indique, son objectif est non seulement les terroristes, mais, par extension, des « suspectés de terrorisme » et des « terroristes potentiels ». Le résultat étant que des populations entières — des militants politiques notamment — doivent être visées par la surveillance du renseignement américain pour identifier les menaces actuelles et futures, et être vigilants face à des [insurrections populaires](#) possibles, tant dans le pays qu'à l'étranger. L'analyse prédictive et les profils comportementaux jouent ici un rôle essentiel.

La surveillance de masse et l'extraction de données a désormais un [but opérationnel](#) précis pour aider à l'exécution des opérations spéciales létales, le choix des cibles pour la frappe par drone des listes d'exécution de la CIA via des algorithmes douteux, par exemple, ainsi que la fourniture d'informations géo-spatiales et autres pour les commandants combattants sur terre, air et mer, parmi beaucoup d'autres fonctions. Un seul message posté sur un média social comme Twitter ou Facebook est suffisant pour être mis sur une liste secrète de surveillance uniquement en raison d'une intuition ou d'un soupçon vaguement défini ; et peut-être même de figurer comme suspect sur une liste d'exécution.

La pression en faveur d'une surveillance de masse totale et aveugle par le complexe militaro-industriel — qui englobe le Pentagone, les agences de renseignement, les entreprises de défense et les géants de la technologie soi-disant amicaux comme Google et Facebook — n'est donc pas une fin en soi, mais un instrument de pouvoir, dont le but est de se maintenir. Mais il y a aussi une raison rationnelle qui justifie cet objectif : tout en étant génial pour le complexe militaro-industriel, il est aussi, on est prié de le supposer, génial pour tout le monde.

La « longue guerre »

Il n'y a pas de meilleure illustration de l'idéologie du pouvoir réellement chauvine et narcissique dont se félicite le cœur du complexe militaro-industriel qu'un livre de Thomas Barnett, délégué de longue date du Highlands Forum, The Pentagon's New Map (La nouvelle cartographie du Pentagone). Barnett était assistant pour les stratégies futures au bureau de la transformation de la Force du Pentagone de 2001 à 2003, et avait été recommandé à Richard O'Neill par son patron le vice-amiral Arthur Cebrowski. En plus d'être devenu un best-seller du New York Times, le livre de Barnett avait été étudié de long en large dans l'armée américaine, par des hauts responsables de la défense à Washington et des commandants combattants opérant sur le terrain au Moyen-Orient.

Barnett a participé au Highlands Forum du Pentagone pour la première fois en 1998, et a ensuite été invité à y faire un exposé sur son travail le 7 décembre 2004, à laquelle ont participé de hauts responsables du Pentagone, des experts de l'énergie, entrepreneurs de l'internet et journalistes. Barnett a reçu une [critique](#) élogieuse dans le Washington Post de son copain du Highlands Forum David Ignatius une semaine plus tard, et l'approbation d'un autre ami du Forum, Thomas Friedman, qui ont tous deux renforcé massivement sa crédibilité et son succès auprès des lecteurs.

La vision de Barnett est radicalement néoconservatrice. Il voit le monde divisé en [deux grandes parties](#) : Le Noyau, qui comprend les pays avancés suivant les règles de la mondialisation économique (les États-Unis, le Canada, le Royaume-Uni, l'Europe et le Japon) ainsi que les pays en développement qui se sont engagés à y arriver (le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et quelques autres) ; et le reste du monde qui constitue La Périphérie, une jungle disparate de pays dangereux et sans foi ni loi définie essentiellement comme « déconnectée » des merveilles de la mondialisation. Cela comprend la majeure partie du Moyen-Orient et de l'Afrique, de larges pans de l'Amérique du Sud, ainsi que la

majeure partie de l'Asie centrale et de l'Europe de l'Est. C'est du devoir des États-Unis de « rétrécir cette zone », par la diffusion de la « règle du jeu » culturelle et économique de la mondialisation qui caractérise Le Noyau, et en faisant respecter la sécurité dans le monde entier pour permettre à cette « règle du jeu » de se propager.

Barnett s'est emparé de ces deux fonctions de la puissance américaine au travers de ses concepts de « Léviathan » et « d'administrateur système ». Le premier concerne l'établissement de règles pour faciliter la diffusion des marchés capitalistes, régulés par les lois militaires et civiles. Le second consiste à projeter la force militaire dans cet espace dans une mission mondiale sans fin destinée à renforcer la sécurité et à participer à des constructions nationales. Non pas « reconstruction », il tient à le souligner, mais la construction de « nouvelles nations ».

Pour Barnett, l'introduction en 2002 du Patriot Act à domicile par l'administration Bush, avec sa destruction de l'habeas corpus, et la stratégie de sécurité nationale à l'étranger, avec son ouverture sur une guerre préventive décidée unilatéralement, a marqué le début de la ré-écriture nécessaire des règles du jeu du Noyau afin de se lancer dans cette noble mission. Ceci est le seul moyen pour les États-Unis pour assurer la sécurité, écrit Barnett, parce que tant que la Périphérie existe, elle sera toujours une source de violence anarchique et de désordre. Un paragraphe en particulier résume sa vision :

« L'Amérique comme flic mondial apporte la sécurité. La sécurité crée des règles communes. Les règles attirent les investissements étrangers. Créent des infrastructures. Des infrastructures créent l'accès aux ressources naturelles. Les ressources créent de la croissance économique. La croissance crée la stabilité. La stabilité crée des marchés. Et une fois que vous êtes en croissance, représentant une part stable du marché mondial, vous faites partie du Noyau. Mission accomplie. »

Une grande partie des événements qui auraient besoin, selon Barnett, d'advenir pour concrétiser cette vision, et cela en dépit de son néo-conservatisme biaisé, sont toujours des objectifs sous Obama. Dans un avenir proche, Barnett l'a prédit, les forces militaires américaines seront envoyées au-delà de l'Irak et de l'Afghanistan, dans des endroits comme l'Ouzbékistan, Djibouti, l'Azerbaïdjan, l'Afrique du Nord-Ouest, le sud de l'Afrique et l'Amérique du Sud.

La présentation de Barnett a été accueillie avec un enthousiasme quasi universel. Le Forum avait même acheté des exemplaires de son livre et les avait distribués à tous les délégués du Forum, et, en mai 2005, Barnett a été invité à revenir participer à un Forum entier sur le thème de son concept « SysAdmin ».

Le Highlands Forum a ainsi joué un rôle de premier plan dans la définition de l'ensemble du concept du Pentagone de la « guerre contre le terrorisme ». Irving Wladawsky-Berger, vice-président d'IMB à la retraite qui a co-présidé l'Information Technology Advisory Committee (comité consultatif d'information technologique) de 1997 à 2001, [a décrit](#) son expérience lors d'une réunion du Forum en 2007 selon ces termes :

« Ensuite, il y a la guerre contre le terrorisme, que le DoD a commencé à qualifier de longue guerre, un terme que j'ai entendu pour la première fois au Forum. Il semble très approprié pour décrire le conflit global dans lequel nous nous trouvons. Ceci est un conflit véritablement mondial... j'ai le sentiment que les conflits dans lesquels nous sommes maintenant relèvent plus des guerres de civilisations ou de cultures qui tentent de détruire notre mode de vie et d'imposer le leur. »

Le problème est qu'en dehors de cette puissante clique hébergée par le Pentagone, tout le monde n'est pas d'accord. « Je ne suis pas convaincu que le remède de Barnett serait mieux que la maladie, » [a écrit](#) le Dr Karen Kwiatowski, un ancien analyste haut placé du Pentagone dans la section du Proche-Orient et de l'Asie du Sud, qui a dénoncé la façon dont son ministère a délibérément fabriqué de fausses informations qui ont conduit à la guerre en Irak. « Cela a

certainement coûté beaucoup plus de libertés américaines, de démocratie constitutionnelle et de sang versé que cela n'en valait la peine. »

Pourtant, l'adéquation du « rétrécissement de la Périphérie » avec le maintien de la sécurité nationale du Noyau conduit à une pente glissante. Cela signifie que si les États-Unis sont empêchés de jouer ce rôle de leadership en tant que « gendarme du monde », la Périphérie s'étendra, le Noyau se contractera, et l'ensemble de l'ordre mondial pourrait s'effilocher. Selon cette logique, les États-Unis ne peuvent tout simplement pas se permettre un rejet de la part du gouvernement ou de l'opinion publique de la légitimité de sa mission. Si elle le faisait, elle permettrait à la Périphérie de croître de manière incontrôlable, ce qui nuit au Noyau, et pourrait potentiellement le détruire, ainsi que son protecteur de base, l'Amérique. Par conséquent, une « réduction de la Périphérie » est non seulement un impératif de sécurité : c'est d'une telle priorité vitale qu'elle doit être sauvegardée avec la guerre de l'information pour montrer au monde la légitimité de l'ensemble du projet.

Basé sur les principes d'O'Neill sur la guerre de l'information, comme il l'a expliqué dans son intervention de 1989 à la Marine des États-Unis, les objectifs de la guerre de l'information ne sont pas uniquement les populations de la Périphérie, mais les populations nationales du Noyau, et leurs gouvernements : y compris le gouvernement des États-Unis. Ce but secret qui, selon l'ancien haut fonctionnaire du renseignement américain John Alexander, a été lu par les hauts dirigeants du Pentagone, a fait valoir que la guerre de l'information doit être ciblée sur : les adversaires pour les convaincre de leur vulnérabilité ; les partenaires potentiels du monde entier afin qu'ils acceptent « la cause comme juste » ; et enfin, les populations civiles et les dirigeants politiques afin qu'ils croient que « le coût » en sang versé et en trésorerie en vaut la peine.

Le travail de Barnett a été approuvé par le Highlands Forum du Pentagone, car il correspond au but recherché, en fournissant une idéologie convaincante « qui fait du bien » au complexe militaro-industriel américain.

Mais l'idéologie néo-conservatrice, bien sûr, n'est pas seulement née avec Barnett. Il en est un promoteur relativement modeste, même si son travail a été extrêmement influent dans tout le Pentagone. La pensée régressive des hauts fonctionnaires impliqués dans le Highlands Forum est visible depuis longtemps avant le 11/9, qui a dégagé avec des acteurs liés au Forum une force puissante qui permettait et légitimait la direction de plus en plus agressive de la politique étrangère et de renseignement des États-Unis.

Yoda et les Soviets

L'idéologie présentée par le Forum Highlands peut être découverte bien avant sa création en 1994, à une époque où l'ONA [Office of Net Assessment, un service du DoD, NdT] d'Andrew Marshall, surnommé « Yoda », était le principal centre d'activité du Pentagone sur la planification future.

Un mythe largement répandu et repris par les journalistes de la sécurité nationale pendant des années affirme que la réputation de l'ONA en tant que machine oracle résidente [comparaison avec la base de données Oracle, NdT] du Pentagone était en baisse à cause de la prévoyance analytique étrange de son directeur Marshall. Peut-être était-il parmi les rares qui pensaient de manière prémonitoire que la menace soviétique était exagérée par la communauté du renseignement américain. Il avait été, l'histoire le dit, la seule voix, mais une voix obstinée à l'intérieur du Pentagone, appelant les décideurs à réévaluer leurs projections de la puissance militaire de l'URSS.

Sauf que l'histoire n'est pas vraie. L'ONA ne parlait pas de l'analyse de la menace seule, mais de la projection de la menace sur les paranoïaques justifiant l'expansionnisme militaire. La politique étrangère de [Jeffrey Lewis](#) souligne que loin d'apporter la voix de la raison appelant à une évaluation plus équilibrée des capacités militaires soviétiques,

Marshall a tenté de minimiser les résultats de l'ONA qui réfutaient le battage médiatique à propos d'une menace soviétique imminente. Après avoir commandé une étude concluant que les États-Unis avaient surestimé l'agressivité soviétique, Marshall l'a diffusée avec une note de couverture se déclarant « pas convaincu » par ses conclusions. Les diagrammes de Lewis montrent comment le sentiment de menace de Marshall a conduit à la mise en œuvre de recherches absurdes sur des liens (inexistants) entre Saddam et al-Qaïda, et a même abouti au rapport notoire d'un consultant du RAND (Research and Development) appelant à redessiner la carte du Moyen-Orient, présenté au Defense Policy Board du Pentagone sur l'invitation de Richard Perle en 2002.

Le journaliste d'investigation [Jason Vest](#) a également constaté dans des sources du Pentagone que, pendant la guerre froide, Marshall avait longtemps exagéré la menace soviétique et joué un rôle clé pour donner au groupe de pression néoconservateur, le Committee on the Present Danger (Comité sur le danger présent) l'accès aux données classées de renseignement de la CIA pour réécrire les estimations du renseignement national sur les intentions militaires soviétiques (National Intelligence Estimate on Soviet Military Intentions). Ce fut les prémisses de la manipulation du renseignement après le 11/9 pour justifier l'invasion et l'occupation de l'Irak. Les anciens membres du personnel de l'ONA ont confirmé le côté belliqueux de Marshall au sujet d'une menace soviétique imminente qui a persisté « jusqu'au bout. » Melvin Goodman, ex-soviétologue à la CIA, par exemple, a rappelé que Marshall a également contribué à fournir des missiles Stinger aux moudjahidines afghans — une action qui a rendu la guerre encore plus brutale, ce qui a encouragé les Russes à utiliser des tactiques de terre brûlée.

Enron, les talibans et l'Irak

La période après-guerre froide a vu la création du Forum Highlands du Pentagone en 1994 sous l'aile de l'ancien secrétaire à la Défense William Perry — un ancien directeur de la CIA et premier défenseur des idées néo-conservatrices telle la guerre préventive. Étonnamment, le rôle douteux du Forum comme un pont gouvernement-industrie peut être clairement établi par rapport aux flirts d'Enron avec le gouvernement américain. Tout comme le Forum avait élaboré des politiques d'intensification du Pentagone sur la surveillance de masse, il a simultanément induit directement la réflexion stratégique qui a abouti aux guerres en Afghanistan et en Irak.

Le 7 novembre 2000, George W. Bush « [gagne](#) » les élections présidentielles américaines. Enron et ses employés ont donné [plus de 1 million de dollars](#) au total pour la campagne de Bush. Cela comprenait une contribution de 10 500 dollars au comité de recomptage de Bush en Floride, et une autre de 300 000 dollars pour les célébrations inaugurales suivantes. Enron a également fourni [des avions d'affaires](#) pour servir de navettes aux avocats républicains entre la Floride et Washington et faire du lobbying au nom de Bush pour le recomptage de décembre. Des documents fédéraux des élections ont montré ensuite que, depuis 1989, Enron avait fait un total de 5,8 millions de dollars en dons de campagne, dont 73% aux républicains et 27% aux démocrates — avec pas moins de 15 hauts responsables de l'administration Bush [possédant des actions](#) dans Enron, y compris le secrétaire à la défense Donald Rumsfeld, le conseiller principal Karl Rove, et le secrétaire de l'armée Thomas White.

Pourtant, à la veille de cette élection controversée, le président fondateur du Forum Highlands du Pentagone O'Neill a écrit au PDG d'Enron, Kenneth Lay, l'invitant à faire une présentation lors du Forum sur la modernisation du Pentagone et de l'armée. Le courriel d'O'Neill à Lay a été publié dans le cadre de l'affaire Enron Corpus, les emails obtenus par la Federal Energy Regulatory Commission, mais est resté inconnu jusqu'à présent.

Le courriel commençait ainsi : « Au nom du Secrétaire adjoint à la Défense (C3I) [Commandement, Contrôle et communications, NdT] et du CIO du DoD (Chief Information Officer du Department of Defense) Arthur Money » et invite Lay « à participer aux travaux de défense du Forum Highlands, » que O'Neill décrit comme « un groupe

interdisciplinaire d'éminents universitaires, chercheurs, CEO/CIO/CTO de l'industrie, et des leaders des médias, des arts et des professions libérales, qui se sont rencontrés au cours des six dernières années pour examiner les domaines d'intérêt nouveau pour nous tous. » Il a ajouté que les sessions du Forum comprennent « des anciens de la Maison-Blanche, de la Défense et d'autres organismes du gouvernement (nous limitons la participation du gouvernement à environ 25%). »

Ici, O'Neill révèle que le but du Forum Highlands du Pentagone était, fondamentalement, de prospecter non seulement les objectifs du gouvernement, mais aussi les intérêts des leaders de l'industrie y participant, comme Enron. Le Pentagone, poursuit O'Neill, voulait agir en faveur de « la recherche de stratégies d'information et de transformation pour le DoD (et le gouvernement en général), » en particulier « à partir d'un point de vue commercial (transformation, productivité, avantage concurrentiel). » Il a fait l'éloge d'Enron comme « un exemple remarquable d'évolution dans une industrie réglementée très rigide, qui a créé un nouveau modèle et de nouveaux marchés. »

O'Neill indique clairement que le Pentagone voulait qu'Enron joue un rôle central dans l'avenir du DoD, non seulement dans la création d'une « stratégie opérationnelle impliquant la supériorité de l'information, » mais aussi par rapport à « l'entreprise commerciale mondiale géante qu'est le DoD, qui peut ainsi bénéficier d'un bon nombre des meilleures idées et pratiques venant de l'industrie. »

« ENRON est d'un grand intérêt pour nous, » a-t-il réaffirmé. « Ce que nous apprenons de vous peut aider le ministère de la Défense à mener à bien la grande tâche consistant à construire une nouvelle stratégie. J'espère que vous aurez le temps, malgré votre horaire chargé, de nous rejoindre au Forum Highlands autant de fois que vous pourrez, pour assister et parler avec le groupe. »

Cette réunion du forum Highlands a rassemblé des hauts responsables de la Maison-Blanche et des fonctionnaires du renseignement, y compris la directrice adjointe Joan A. Dempsey de la CIA, qui avait précédemment servi comme secrétaire à la Défense adjointe pour le renseignement, et en 2003 a été nommée par Bush directrice générale du Conseil consultatif du renseignement étranger de la Présidence, dans lequel elle a loué la capacité de partage de nombreuses informations avec la NSA et le NGA (National Geo-spatial-Intelligence Agency) après le 11/9. Elle est ensuite devenue vice-présidente exécutive chez [Booz Allen Hamilton](#), un entrepreneur important du Pentagone en Irak et en Afghanistan qui, entre autres choses, a créé la [base de données](#) de l'Autorité provisoire de la Coalition pour suivre les projets de reconstruction en Irak, nous savons maintenant qu'ils étaient très [corrompus](#).

La relation d'Enron avec le Pentagone battait déjà son plein l'année précédente. Thomas White, alors vice-président des services énergie chez Enron, avait utilisé ses nombreuses relations militaires américaines pour obtenir un protocole d'accord avec Fort Hamilton destiné à privatiser la fourniture d'énergie aux bases de l'armée. Enron était le seul soumissionnaire pour la transaction. L'année suivante, après l'invitation du PDG d'Enron au Forum Highlands, White a donné son [premier discours](#) en juin, juste « deux semaines après sa nomination comme secrétaire de l'Armée de terre, » où il a « promis d'accélérer l'attribution de ces contrats, » avec plus loin « une privatisation rapide » des services énergétiques de l'armée. « Potentiellement, Enron pourrait bénéficier de l'accélération de l'attribution des contrats, comme pourraient le faire d'autres entreprises, » a relevé USA Today.

Ce mois-là, sous l'autorité du secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld — qui détient une part importante dans Enron — le Pentagone de Bush a invité un autre dirigeant d'Enron et l'un des hauts conseillers financier externes d'Enron à assister à une nouvelle session secrète du forum Highlands.

Un courriel de Richard O'Neill daté du 22 juin, obtenu par l'intermédiaire du Corpus Enron, a montré que Steven Kean,

alors vice-président et chef de la direction du personnel d'Enron, était prêt à donner une autre présentation au Highlands le lundi 25. « Nous sommes d'accord avec la secrétaire à la Défense qui a parrainé le forum Highlands et sommes très impatients de votre participation, » écrit O'Neill, promettant à Kean qu'il serait « la pièce maîtresse de la discussion. L'expérience d'Enron est très importante pour nous alors que nous envisageons sérieusement un changement profond dans le ministère de la Défense. »

Steven Kean est maintenant président et COO (Chief Operating Officer) (et prochainement CEO) de Kinder Morgan, une des plus grandes sociétés d'énergie en Amérique du Nord, et un grand partisan du projet controversé de pipeline Keystone XL.

Richard Foster, alors associé principal du conseil financier McKinsey, assistait à la même session du Forum Highlands avec Kean. « J'ai donné des copies du nouveau livre de Dick Foster, Creative Destruction, au secrétaire adjoint à la Défense, ainsi qu'au secrétaire adjoint, » a déclaré O'Neill dans son courriel, « et l'affaire Enron qu'il décrit permet des discussions importantes. Nous avons l'intention de distribuer des copies aux participants du Forum. »

McKinsey, du cabinet de Foster, avait fourni des [conseils financiers](#) stratégiques à Enron depuis le milieu des années 1980. Joe Skilling, qui en février 2001 devint PDG d'Enron, alors que Kenneth Lay, déplacé à la présidence, avait été responsable des activités de conseil en marché de l'énergie de McKinsey avant de rejoindre Enron en 1990.

McKinsey et son partenaire de l'époque Richard Foster étaient intimement impliqués dans l'élaboration des [stratégies de gestion financière](#) d'Enron responsables de la rapide, mais frauduleuse croissance de l'entreprise. Alors que McKinsey a toujours nié être au courant de la comptabilité douteuse qui a conduit à la disparition d'Enron, les documents internes de l'entreprise ont montré que Foster avait assisté à une réunion de la commission des finances d'Enron un mois avant la session du Forum Highlands pour discuter de la « nécessité de partenariats privés à l'extérieur pour aider à conduire la croissance explosive de la société » — les partenariats d'investissement sont effectivement responsables de l'effondrement d'Enron.

Des [documents](#) de McKinsey ont montré que l'entreprise était « pleinement consciente de l'utilisation importante de fonds hors bilan d'Enron. » Comme le remarque le rédacteur économique [Ben Chu](#) de The Independent, « McKinsey a souscrit pleinement aux méthodes comptables douteuses, » qui ont conduit à l'envol de la cotation d'Enron et « qui ont causé l'implosion de la société en 2001. »

En effet, Foster lui-même avait personnellement assisté à six réunions du conseil d'Enron d'octobre 2000 à octobre 2001. Cette période a plus ou moins coïncidé avec l'influence grandissante d'Enron sur les politiques énergétiques de l'administration Bush, et la planification du Pentagone pour l'Afghanistan et l'Irak.

Mais Foster était également un participant régulier du Forum Highlands du Pentagone — son [profil](#) LinkedIn le décrit comme membre du Forum depuis 2000, l'année où il renforce son engagement avec Enron. Il a également fait une présentation au Forum Island inaugural à Singapour en 2002.

L'implication d'Enron dans le Groupe de travail sur la politique énergétique de Cheney semble avoir été liée à la planification en 2001 par l'administration Bush des invasions de l'Afghanistan et de l'Irak, motivées par le contrôle du pétrole. Comme l'a noté le professeur Richard Falk, ancien membre du conseil d'administration de Human Rights Watch et ex-enquêteur à l'ONU, Kenneth Lay d'Enron « était le principal consultant confidentiel invoqué par le vice-président Dick Cheney pendant le processus très secret de la rédaction d'un rapport soulignant une politique énergétique nationale. Cette politique était largement considérée comme un élément clé de l'approche américaine de la politique étrangère en général et du monde arabe en particulier. »

Les réunions intimes secrètes entre les cadres supérieurs d'Enron et des fonctionnaires de haut niveau du gouvernement américain par le biais du Forum Highlands du Pentagone, de novembre 2000 à juin 2001 ont joué un rôle central dans l'établissement et le scellement d'un lien d'une symbiose de plus en plus intime entre Enron et le programme du Pentagone. Le rôle du Forum était, comme O'Neill l'a toujours dit, de fonctionner comme un laboratoire d'idées pour examiner les intérêts communs de l'industrie et du gouvernement.

Enron et la planification de la guerre du Pentagone

En février 2001, lorsque les dirigeants d'Enron, y compris Kenneth Lay, ont commencé à participer de manière concertée au [Groupe de travail sur la politique énergétique de Cheney](#), un document classé du Conseil national de sécurité ordonnait aux membres du personnel du NSC (National Security Council) de travailler avec le groupe sur la politique énergétique en « fusionnant » des questions jusque-là distinctes : « des politiques opérationnelles envers les États voyous » et des « actions visant à s'emparer des champs de pétrole et de gaz existants et nouveaux. »

Selon le secrétaire au Trésor sous Bush Paul O'Neill, cité par Ron Suskind dans *The Price of Loyalty* (2004), les responsables du cabinet ont discuté d'une invasion de l'Irak lors de leur première réunion du NSC, et avaient même préparé une cartographie du travail d'après-guerre consistant au repérage et au partage des champs de pétrole en Irak. Le message à cette époque du président Bush était que les fonctionnaires devaient « trouver un moyen de le faire. »

Des [documents](#) du Groupe de travail sur la politique énergétique de Cheney obtenus par Judicial Watch grâce au Freedom of Information act [loi pour la liberté de l'information du 4 juillet 1966, NdT] ont révélé qu'en mars, avec une importante contribution de l'industrie, le groupe de travail a préparé des cartes des pays du Golfe et en particulier des champs pétrolifères, des pipelines et des raffineries irakiens, ainsi qu'une liste intitulée « Prétendants étrangers pour des contrats sur les champs pétroliers irakiens. » En avril, le rapport d'un groupe de réflexion commandé par Cheney, supervisé par l'ancien secrétaire d'État James Baker, et mis en place par un comité de l'industrie de l'énergie et des experts de la sécurité nationale, a exhorté le gouvernement américain « à faire un examen immédiat de la politique envers l'Irak, y compris militaire, énergétique, et des évaluations économiques et politiques ou diplomatiques, » pour faire face à « l'influence déstabilisante » de l'Irak sur les flux du marché mondial du pétrole. Le rapport contient des recommandations du délégué du Forum Highlands et président d'Enron, [Kenneth Lay](#).

Mais le Groupe de travail sur la politique énergétique de Cheney travaille également activement à faire avancer les projets en Afghanistan impliquant Enron, qui ont été initiés sous Clinton. À la fin des années 1990, Enron a travaillé avec la société énergétique américaine Unocal basée en Californie pour développer [un pipeline de pétrole et de gaz](#) qui puisera dans les réserves du bassin de la mer Caspienne, et transporter le pétrole et le gaz à travers l'Afghanistan, en fournissant le Pakistan, l'Inde et potentiellement d'autres marchés. Le projet a eu la bénédiction officielle de l'administration Clinton, et plus tard de l'administration Bush, qui a tenu plusieurs réunions avec des représentants des talibans pour négocier les conditions de l'accord sur le pipeline au cours de l'année 2001. Les talibans, qui avaient reçu une assistance secrète sous Clinton pour la conquête de l'Afghanistan, ont eu la reconnaissance formelle comme gouvernement légitime de l'Afghanistan en échange de la permission d'installer le pipeline. Enron a payé 400 millions de dollars une étude de faisabilité du gazoduc, dont une grande partie a servi à verser des pots de vin aux dirigeants talibans, et a même embauché des agents de la CIA pour faciliter les accords.

Puis pendant l'été 2001, alors que les responsables d'Enron faisaient la liaison entre les hauts fonctionnaires du Pentagone et le Forum Highlands, le conseil national de sécurité de la Maison-Blanche mettait sur pied un « groupe de travail » inter-départements dirigé par Rumsfeld et Cheney pour aider à l'achèvement d'un projet Enron en Inde, une centrale électrique de 3 milliards de dollars à Dabhol. L'usine était prévue pour recevoir son énergie de l'oléoduc [Trans-](#)

[Afghanistan](#). Le “groupe de travail de Dabhol” du NSC, présidé par la conseillère à la sécurité nationale Condoleeza Rice sous Bush, a mis au point une série de tactiques pour améliorer la pression du gouvernement des États-Unis sur l’Inde pour terminer l’installation de Dabhol — pression qui a continué jusqu’au début de novembre. Le projet Dabhol, ainsi que le pipeline Trans-Afghanistan, étaient de loin les marchés [les plus lucratifs](#) conclus par Enron à l’étranger.

Tout au long de 2001, des représentants d’Enron, dont Ken Lay, ont participé au Groupe de travail sur la politique énergétique de Cheney, ainsi que des représentants des secteurs de l’énergie de tous les États-Unis. A partir de février, peu de temps après que l’administration Bush a pris ses fonctions, Enron a été présent dans environ une demi-douzaine de ces [réunions du Groupe de travail sur la politique énergétique](#). Après l’une de ces réunions secrètes, un projet d’offre énergétique a été modifié pour inclure une nouvelle disposition proposant d’augmenter considérablement la production de pétrole et de gaz naturel en Inde d’une manière qui ne serait applicable qu’à la centrale d’Enron à Dabhol. En d’autres termes, assurer l’acheminement du gaz bon marché vers l’Inde via le gazoduc Trans-Afghanistan était devenu une question de « sécurité nationale » pour les États-Unis.

Un ou deux mois plus tard, l’administration Bush [donnait](#) aux talibans 43 millions de dollars, justifiés par la lutte contre la production d’opium, en dépit de sanctions de l’ONU imposées par les EU interdisant toute aide au groupe pour n’avoir pas livré Oussama ben Laden.

Puis, en juin 2001, le [même mois](#) où le vice-président d’Enron Steve Kean participait au Forum Highlands du Pentagone, les espoirs de la société pour le projet Dabhol ont été anéantis quand le projet de pipeline Trans-Afghanistan ne s’est pas concrétisé. En conséquence, la construction de la centrale électrique de Dabhol s’est arrêtée. L’échec du projet de 3 milliards de dollars a contribué à la faillite d’Enron en décembre. Ce même mois, les responsables d’Enron ont rencontré le secrétaire au commerce de Bush, Donald Evans, à propos de la centrale, et Cheney a fait pression sur le principal parti d’opposition indien pour le projet Dabhol. Ken Lay aurait également contacté l’administration Bush à cette époque pour informer les fonctionnaires sur les problèmes financiers de l’entreprise.

En août, désespérés d’obtenir l’accord, les responsables américains [ont menacé](#) de guerre les représentants talibans s’ils refusaient d’accepter les conditions américaines : à savoir, cesser les combats et rejoindre une alliance fédérale avec le parti d’opposition Alliance du Nord ; et renoncer à leurs exigences de consommation locale du gaz. Le 15 du même mois, le lobbyiste d’Enron Pat Shortridge annonça alors au conseiller économique de la Maison-Blanche Robert McNally qu’Enron allait droit vers une crise financière qui pourrait paralyser les marchés de l’énergie du pays.

L’administration Bush devait avoir anticipé le rejet de l’accord par les talibans parce qu’ils avaient [prévu](#) une guerre sur l’Afghanistan dès juillet. Selon le ministre des Affaires étrangères pakistanais d’alors Niaz Naik, qui avait participé aux négociations EU-Talibans, les responsables américains lui ont dit qu’ils avaient l’intention d’envahir l’Afghanistan à la mi-octobre 2001. A peine la guerre commencée, l’ambassadeur de Bush au Pakistan, Wendy Chamberlain, a appelé le ministre du pétrole pakistanais Usman Aminuddin pour discuter « du projet de gazoduc Turkménistan-Afghanistan-Pakistan proposé, » selon le Frontier post, un journal pakistanais de langue anglaise. Ils auraient convenu que le « projet ouvre de nouvelles voies de coopération régionale multidimensionnelle en particulier compte tenu des récents développements géopolitiques dans la région. »

Deux jours avant le 11/9, Condoleeza Rice a reçu le projet d’une directive présidentielle officielle de sécurité nationale que Bush devrait signer immédiatement. La directive contenait un plan global pour lancer une guerre mondiale contre al-Qaïda, y compris une invasion « imminente » de l’Afghanistan pour renverser les talibans. La directive a été approuvée aux plus hauts niveaux de la Maison-Blanche et des responsables du Conseil national de sécurité, y compris bien sûr Rice et Rumsfeld. Les mêmes responsables du NSC ont en même temps engagé le groupe de travail sur

Dabhol à sécuriser le planning de la centrale indienne pour le projet de gazoduc Trans-Afghanistan d'Enron. Le lendemain, la veille du 11/9, l'administration Bush [a officiellement donné son accord](#) pour le plan d'attaque des talibans.

Le lien de fond du Forum Highlands du Pentagone avec les intérêts en jeu dans tout cela montrent qu'ils ne sont pas propres à l'administration Bush — ce qui explique pourquoi, alors qu'Obama se préparait à retirer les troupes d'Afghanistan, il a réaffirmé le [soutien](#) de son gouvernement pour le projet de pipeline Trans-Afghanistan, et son désir que ce soit une société américaine qui le construise.

Le magouilleur de la propagande du Pentagone

Au long de cette période, la guerre de l'information a joué un rôle central dans le racolage du soutien du public pour la guerre — et le Forum Highlands a ouvert la voie.

En décembre 2000, un peu moins d'un an avant le 11/9 et peu de temps après la victoire électorale de George W. Bush, les membres clés du forum ont participé à un événement à la Fondation Carnegie pour la paix internationale qui consistait à explorer « l'impact de la révolution de l'information, de la mondialisation et de la fin de la guerre froide sur le processus d'élaboration de la politique étrangère des États-Unis. » Plutôt que de proposer « des réformes supplémentaires, » la réunion a consisté pour les participants à « construire à partir de zéro un nouveau modèle qui soit optimisé pour les propriétés spécifiques du nouvel environnement mondial. »

Parmi les [problèmes](#) signalés dans la réunion était le « Contrôle de la révolution mondiale », c'est à dire que le côté « distributif » de la révolution de l'information a été modifié en « dynamique clé de la politique mondiale par la remise en cause de la primauté des États et des relations inter-États. » Cela « créait de nouveaux défis pour la sécurité nationale, réduisant la capacité des États de premier plan à contrôler les débats politiques mondiaux, éprouvant l'efficacité des politiques économiques nationales, etc. »

En d'autres termes, comment le Pentagone peut-il trouver un moyen d'exploiter la révolution de l'information pour « contrôler les débats politiques mondiaux, » en particulier les « politiques économiques nationales » ?

La réunion a été co-organisée par Jamie Metz, qui à l'époque siégeait au Conseil de sécurité nationale de Bill Clinton, où il venait de conduire la rédaction de la directive 68, selon la décision présidentielle sur l'information publique internationale (IPI), un nouveau plan multi-agences destiné à coordonner la diffusion de l'information publique des États-Unis à l'étranger. Metz a ensuite coordonné l'IPI au département d'État.

L'année précédente, un haut fonctionnaire sous Clinton a révélé au [Washington Times](#) que l'IPI de Metz était vraiment destiné à « orienter le public américain, » et qu'il était « hors de question que le public américain refuse de soutenir la politique étrangère du président Clinton. » L'IPI diffuserait des reportages favorables aux intérêts américains via la télévision, la presse, la radio et les autres médias basés à l'étranger, dans l'espoir qu'ils soient repris dans les médias américains. Le prétexte était que « la couverture des événements est déformée chez nous et qu'ils ont besoin d'utiliser tous les moyens possibles pour présenter les nouvelles dans le bon sens. » Metz a travaillé à ces opérations de propagande à l'étranger pour l'IPI en Irak et au Kosovo.

D'autres participants à la réunion Carnegie en décembre 2000 incluaient deux membres fondateurs du Forum Highlands, Richard O'Neill et Jeff Cooper de la SAIC — ainsi que Paul Wolfowitz, un autre [acolyte](#) d'Andrew Marshall, qui était sur le point de rejoindre l'administration Bush en tant que secrétaire adjoint du secrétariat à la défense de Rumsfeld. Était également présent un personnage qui est vite devenu particulièrement notoire dans la propagande sur l'Afghanistan et la guerre d'Irak en 2003 : John W. Rendon Jr, président fondateur de [The Rendon Group](#) (TRG) et un

autre membre de longue date du forum Highlands du Pentagone.



John Rendon (à droite) lors du Forum Highlands, accompagné de Nik Gowing, présentateur à la BBC (à gauche) et Jeff Jonas, ingénieur analytique en chef chez IBM (au centre)

TRG est une entreprise notoire de communication qui travaille pour le gouvernement des États-Unis depuis des décennies. Rendon a joué un rôle central dans la gestion des [campagnes de propagande](#) du département d'État en Irak et au Kosovo sous Clinton et Metzl. Ses services ont reçu entre autres une subvention du Pentagone pour créer un site web de nouvelles, le Balkans Information Exchange, et un contrat de l'agence américaine pour le développement international (USAID) pour promouvoir la « privatisation. »

Le rôle central de Rendon pour aider au battage médiatique de l'administration Bush sur la menace inexistante des armes de destruction massive (WMD) pour justifier l'invasion militaire des États-Unis est maintenant bien connu. Comme l'a exposé James Bamford dans son enquête pionnière pour [Rolling Stone](#), Rendon a joué un rôle déterminant pour le compte de l'administration Bush dans le développement de la notion de « gestion de la perception » destinée à « créer les conditions de l'éviction d'Husseïn du pouvoir » lors de contrats de plusieurs millions de dollars avec la CIA et

le Pentagone.

Parmi les activités de Rendon on trouve la création du Congrès national irakien d'Ahmed Chalabi (INC) au nom de la CIA, un groupe d'exilés irakiens chargés de la propagande, y compris une grande partie des faux renseignements [sur les armes de destruction massive](#). Ce processus a commencé en concertation avec l'administration de George H.W. Bush, puis a continué allègrement sous Clinton sans tambour ni trompette, avant l'escalade qui a suivi le 11/9 sous George W. Bush. Rendon a donc joué un rôle important dans la fabrication d'actualités fausses et de reportages trompeurs à propos de l'Irak, en échange de contrats lucratifs de la CIA et du Pentagone — et il l'a fait dans la période allant jusqu'à l'invasion de 2003 en tant que [conseiller](#) du Conseil de sécurité nationale de Bush. C'est ce même NSC, bien sûr, qui a planifié les invasions de l'Afghanistan et de l'Irak, obtenues avec la participation des dirigeants d'Enron, lesquels étaient simultanément embauchés par le Forum Highlands du Pentagone.

Mais ce n'est que la partie émergée de l'iceberg. Des documents déclassifiés montrent que le Forum Highlands était intimement impliqué dans les processus cachés par lesquels les principaux responsables ont manigancé ce qui a mené à la guerre en Irak, sur la base d'une guerre de l'information.

Un [rapport](#) expurgé de 2007 de l'inspecteur général du DoD révèle que l'un des entrepreneurs largement utilisés par le Forum Highlands du Pentagone pendant et après la guerre en Irak était nul autre que le groupe Rendon. TRG a été engagé par le Pentagone pour organiser des sessions du Forum, pour déterminer les sujets de discussion, ainsi que pour convoquer et coordonner les réunions du Forum. L'enquête de l'inspecteur général avait été déclenchée par des accusations soulevées au Congrès sur le rôle de Rendon dans la manipulation de l'information pour justifier l'invasion de 2003 et l'occupation de l'Irak. Selon le rapport de l'Inspecteur général :

« ... le secrétaire adjoint à la Défense pour les réseaux et le responsable de l'information et de l'intégration ont employé TRG pour mener des forums qui feraient appel à un groupe interdisciplinaire de dirigeants considérés à l'échelle nationale. Les forums formaient des petits groupes discutant des informations, des technologies et de leurs effets sur les processus scientifiques, organisationnels et commerciaux, les relations internationales, l'économie et la sécurité nationale. TRG a également mené un programme de recherche et des entrevues pour formuler et développer des thèmes pour le groupe de discussion du Forum Highlands. Le bureau du secrétaire adjoint à la Défense pour l'intégration des réseaux et de l'information aurait approuvé les sujets, et TRG aurait facilité les réunions. »

Rendon, bras armé de la propagande privée du Pentagone, a ainsi joué un rôle central dans l'exécution à la lettre du processus du Forum Highlands du Pentagone qui a réuni des hauts fonctionnaires du gouvernement avec les dirigeants de l'industrie pour générer la stratégie de la guerre de l'information.

L'enquête interne du Pentagone a absous Rendon de tout acte répréhensible. Ce qui n'est pas surprenant, étant donné le conflit d'intérêts en jeu : l'inspecteur général à l'époque était Claude M. Kicklighter, [désigné par Bush](#), et qui avait directement supervisé les opérations militaires clés de l'administration. En 2003, il a été directeur de l'équipe de transition du Pentagone en Irak, et, l'année suivante, il a été nommé au Département d'État à titre de conseiller spécial sur les opérations de stabilisation et de sécurité en Irak et en Afghanistan.

La connexion surveillance-propagande

Fait davantage éloquent, les documents du Pentagone obtenu par Bamford pour son article dans la revue [Rolling Stone](#) révèlent qu'on a donné à Rendon l'accès aux données de contrôle top-secrètes de la NSA afin qu'il mène à bien son travail pour le compte du Pentagone. Les documents du Département de la Défense ont affirmé qu'il est autorisé à "rechercher et à analyser les informations classées jusqu'au niveau Top Secret/SCI/SI/TK/G/HCS."

“SCI” signifie “Information Compartimentée et Sensible”, ce sont des données classées plus haut que Top Secret, tandis que “SI” signifie “Renseignement Spécial”, c’est à dire des communications hautement confidentielles interceptées par la NSA. “TK” renvoie à Talent/Keyhole, un nom de code pour l’imagerie des avions de reconnaissance et des satellites espions, tandis que “G” signifie “Gamma”, des interceptions de communications environnantes à partir de sources extrêmement sensibles ; puis “HCS” renvoie à “Système de Contrôle du Renseignement Humain” dont les informations proviennent d’une source humaine très sensible. Selon les dires de Bamford :

“Pris ensemble, les acronymes indiquent que Rendon bénéficie de l’accès aux informations les plus confidentielles à partir de trois formes de collecte de données : l’écoute aux portes, l’imagerie des satellites et les espions humains.”

Donc, le Pentagone avait :

1. signé un contrat avec Rendon, une entreprise de propagande ;
2. donné à Rendon l’accès aux données les plus classifiées de la communauté du renseignement, notamment celles provenant de la surveillance de la NSA ;
3. chargé Rendon de faciliter la stratégie des opérations de développement des informations du Département de la Défense en gérant les modalités du Forum Highlands ;
4. et qui plus est, chargé Rendon de superviser l’exécution concrète de cette stratégie développée à travers les modalités du Forum Highlands, au cours des opérations d’information réelles dans le monde en Irak, Afghanistan et au-delà.

Le directeur général du Groupe Rendon, John Rendon, reste étroitement impliqué au sein du Forum Highlands du Pentagone et des opérations d’informations du DoD en cours dans le monde musulman. Sa [biographie](#) de novembre 2014 pour le cours des “Leaders Emergents” de la Harvard Kennedy School le décrit comme “un actif au sein des think-tanks d’avant-garde tel que le Forum Highlands,” “l’un des premiers leaders de pensée à exploiter le pouvoir des technologies émergentes dans le soutien des informations en temps réel,” et un expert sur “l’impact de l’émergence des technologies de l’information sur le comportement et la manière de penser des populations.” La biographie de Rendon à Harvard le crédite aussi de concevoir et d’exécuter “des initiatives de communications stratégiques et des programmes d’information reliées aux opérations tels que Odyssey Dawn (Libye), Unified Protector (Libye), Guerre Globale contre le Terrorisme (GWOT), Liberté Irakienne, Liberté Immuable (Afghanistan), Force Alliée et Entreprise Conjointe (Kosovo), Bouclier du Désert, Tempête du Désert (Koweït), Renard du Désert (Irak) et Juste Cause (Panama) entre autres.”

Le [travail](#) de Rendon sur le management de la perception et sur les opérations d’information a aussi “assisté un nombre d’interventions militaires américaines” en tout lieu, et aussi exécuté des opérations d’information en Argentine, en Colombie, à Haïti ou au Zimbabwe – en fait, un total de 99 pays. En tant qu’ancien directeur général et directeur politique national du Parti Démocrate, John Rendon demeure une figure puissante à Washington sous l’administration Obama.

Les enregistrements du Pentagone [montrent](#) que le Groupe Rendon a reçu plus de 100 millions de dollars du Département de la Défense depuis 2000. En 2009, le gouvernement américain a annulé un contrat de “communications stratégiques” avec le Groupe Rendon après que ce dernier ait révélé que cet argent était utilisé pour éliminer des journalistes qui pourraient écrire des articles contre l’intervention militaire américaine en Afghanistan, et pour promouvoir uniquement ceux qui soutenaient cette politique américaine. Pourtant, en 2010, l’administration Obama a signé un nouveau contrat avec Rendon afin de fournir des services pour la “tromperie militaire” en Irak.

Depuis lors, le Groupe Rendon a fourni des conseils au US Army's Training and Doctrine Command, au Special Operations Command, et il est toujours [sous contrat](#) avec l'Office of the Secretary of Defense, le US Army's Communications Electronic Command, et il fournit aussi un "soutien de communications" au Pentagone et aux ambassades américaines sur des opérations de lutte contre le trafic de drogue.

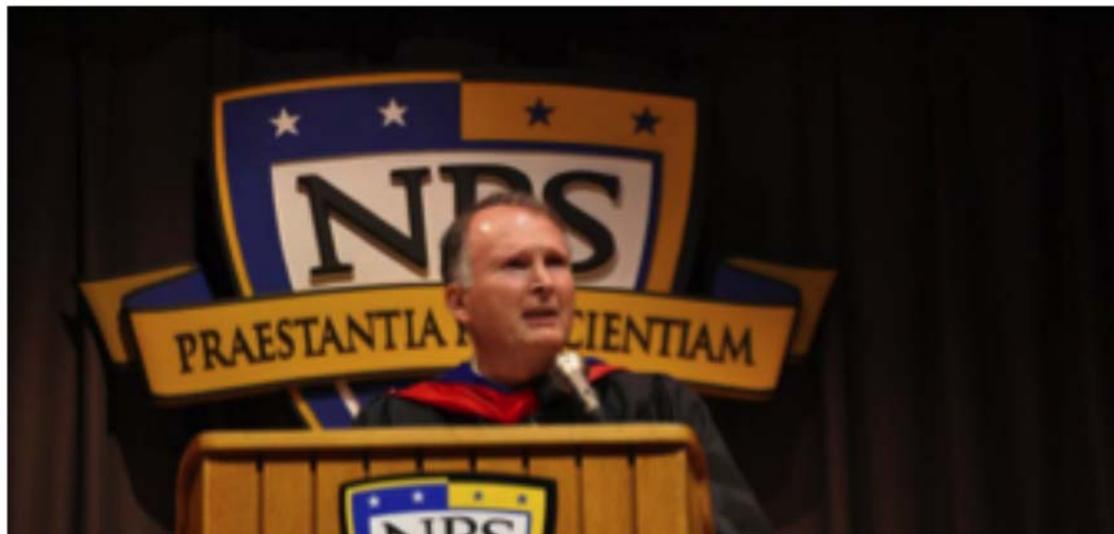
L'entreprise se targue aussi sur son [site internet](#) qu'elle fournit un "soutien à la guerre irrégulière", notamment un "soutien opérationnel et planificateur" qui "aide notre gouvernement et nos clients militaires à développer de nouvelles approches pour contrer et éroder la volonté, l'influence et le pouvoir d'un adversaire." Une grande partie de ce soutien a été lui-même peaufiné pendant toute la dernière décennie ou plus au sein du Forum Highlands du Pentagone.

La guerre irrégulière et le pseudo-terrorisme

Le lien intime du Forum Highlands du Pentagone avec les opérations de propagande poursuivies sous les présidences de Bush et d'Obama, via Rendon, en soutien de la "Guerre Longue", démontre le rôle essentiel de la surveillance de masse à la fois dans la guerre irrégulière et les "communications stratégiques".

L'un des partisans majeurs de ces deux dernières est le [Professeur John Arquilla](#) de la Naval Postgraduate School, l'analyste de renommée de la défense américaine crédité d'avoir développé le concept de "netwar", et qui aujourd'hui recommande ouvertement le besoin de surveillance de masse et l'extraction de données massives afin de soutenir des opérations [préventives](#) et de contrarier les complots terroristes. Il apparaît donc qu'Arquilla est un autre "membre fondateur" du Highlands Forum du Pentagone.

Une grande partie de son travail sur l'idée de "la guerre liée au réseau", de "la dissuasion liée au réseau", de "la guerre de l'information" puis de "l'essaimage", largement écrite pour la RAND sous contrat avec le Pentagone, fut incubée par le Forum durant ses premières heures et elle devint ainsi primordiale à la stratégie du Pentagone. Par exemple, au cours de l'étude réalisée en 1999 pour la RAND intitulée "L'Émergence de la Noopolitik : Vers une Stratégie de l'Information Américaine", Arquilla et David Ronfeldt, son co-auteur, expriment leur gratitude envers Richard O'Neill "pour son intérêt, son soutien et ses conseils," et envers "les membres du Forum Highlands" pour leurs commentaires anticipés sur l'étude. La majorité de son travail pour la RAND crédite le Highlands Forum et O'Neill pour leur soutien.





Le professeur John Arquilla de la Naval Postgraduate School, et un membre fondateur du Forum Highlands du Pentagone

Le travail d'Arquilla fut cité dans une étude de 2006 de l'Académie Nationale des Sciences sur l'avenir de la science du réseau commissionnée par l'armée américaine, laquelle, basée sur les recherches d'Arquilla, trouva que : "Les avancées sur les nouvelles technologies de l'information et des communications permettent aux réseaux sociaux de faciliter les affiliations de groupe, notamment les réseaux terroristes." L'étude associe les risques à la terreur et aux groupes activistes. "Les implications de ce fait pour des réseaux criminels, terroristes, de protestation et d'insurrection ont été explorées par Arquilla et Ronfeldt (2001) et sont un sujet commun de débat pour des groupes tels que le Forum Highlands, qui réalisent que les États-Unis sont hautement vulnérables à l'interruption des réseaux critiques." Arquilla continua d'aider au développement des stratégies de guerre d'information "pour les campagnes militaires au Kosovo, en Afghanistan et en Irak," selon l'historien militaire Benjamin Shearer dans son dictionnaire biographique Home Front Heroes (2007), qui une fois encore illustre le rôle direct joué par certains membres clés du Forum dans l'exécution des opérations d'information du Pentagone sur les théâtres de guerre.

Au cours de son enquête pour le [New Yorker](#) en 2005, le lauréat du Prix Pulitzer, Seymour Hersh, mentionna une série d'articles écrits par Arquilla élaborant une nouvelle stratégie "anti-terroriste" à l'aide d'un pseudo-terrorisme. Arquilla affirma qu'"il faut créer un réseau pour en combattre un autre", utilisant la thèse qu'il avait promue au sein du Pentagone à travers le Forum Highlands depuis sa fondation :

"Lorsque les opérations militaires conventionnelles et les bombardements échouèrent à vaincre l'insurrection Mau Mau au Kenya durant les années 1950, les britanniques formèrent des équipes d'hommes provenant des tribus amicales Kikuyu qui se mettaient à faire semblant d'être terroristes. Ces "pseudo gangs", comme ils étaient appelés, jetèrent rapidement les Mau Mau sur la défensive, soit en se liant d'amitié avec eux et en leur faisant des embuscades, soit en guidant les bombardiers vers les camps terroristes."

Arquilla continua de prôner que les services de renseignement occidentaux devraient utiliser le cas britannique comme modèle pour créer de nouveaux groupes terroristes, identifiés comme "pseudo gangs", comme un moyen de miner les "vrais" réseaux terroristes.

"Ce qui a fonctionné au Kenya il y a un demi-siècle a une chance formidable de miner la confiance et le recrutement parmi les réseaux terroristes d'aujourd'hui. Former de nouveaux pseudo gangs ne devraient pas être difficile."

D'une manière essentielle, l'argument d'Arquilla était que seuls les réseaux peuvent combattre les réseaux et que la seule manière de vaincre les ennemis qui mènent une guerre irrégulière était d'utiliser ces mêmes techniques contre eux. Finalement, le facteur déterminant dans la victoire n'est pas en soi la défaite militaire conventionnelle, mais dans la mesure où la direction du conflit puisse être calibrée pour influencer la population et rassembler leur opposition contre l'adversaire. La stratégie d'Arquilla des "pseudo gangs" était déjà appliquée par le Pentagone, selon les dires de Hersh :

"On m'a raconté que sous la nouvelle approche de Rumsfeld, on permettrait aux opérations militaires américaines de

s'installer à l'étranger en tant qu'hommes d'affaires étrangers et corrompus cherchant à acheter des articles de contrebande qui pourraient être utilisés dans des systèmes d'armements nucléaires. Dans certains cas, des citoyens locaux pourraient être recrutés pour rejoindre les guérillas ou les terroristes, selon les conseillers du Pentagone.

Les nouvelles règles permettront à la communauté des Forces Spéciales d'installer ce qui est appelé des "équipes d'action" au sein des pays cibles qui peuvent être employées pour trouver et éliminer des organisations terroristes. "Est-ce que vous vous souvenez des groupes d'exécution de droite qui ont sévit au Salvador ?" m'a demandé un ancien militaire haut gradé du renseignement, se référant aux gangs paramilitaires qui ont commis des atrocités au début des années 1980. "Nous les avons trouvés et nous les avons financés," a-t-il dit. "L'objectif maintenant est de recruter des locaux dans n'importe quelle zone que nous voulons. Et nous ne l'avons pas raconté au Congrès." Un ancien officier militaire, qui a connaissance des capacités de commando du Pentagone, a affirmé : " Nous allons chevaucher avec les racailles."

La confirmation officielle qui affirme que cette stratégie est maintenant opérationnelle est venue avec la fuite d'un manuel de terrain des opérations spéciales de l'armée américaine de 2008. Le manuel montre que l'armée américaine peut mener [une guerre irrégulière et non-conventionnelle](#) en employant des groupes non-étatiques de remplacement tels que "des forces paramilitaires, des individus, des entreprises, des organisations politiques étrangères, des organisations rebelles, des expatriés, des adversaires au terrorisme transnational, des membres du terrorisme transnational désabusé, des acteurs du marché noir, et d'autres organisations politiques ou sociales "indésirables". D'une manière choquante, le manuel reconnaît particulièrement que les opérations spéciales américaines peuvent impliquer à la fois le contre-terrorisme et le "Terrorisme", ainsi que : "des activités criminelles transnationales dont le trafic de drogues, les ventes d'armes illicites, et les transactions financières illégales." L'objectif de telles opérations de couverture est essentiellement le contrôle de la population. Elles "se concentrent particulièrement sur l'exploitation d'une partie de la population indigène afin qu'elle accepte le statu quo," ou bien qu'elle accepte "un quelconque résultat politique" imposé ou négocié.

Par cette logique tordue, le terrorisme peut être défini dans certains cas comme un outil légitime de l'appareil d'État américain par lequel il influence les populations en leur faisant accepter un "résultat politique" particulier, le tout au nom du combat contre le terrorisme.

N'est-ce pas ce que le Pentagone faisait en [organisant](#) le financement, à partir des monarchies du Golfe, de presque un milliard de dollars des rebelles anti-Assad, dont la plupart a terminé dans les coffres des extrémistes islamistes liés à al-Qaïda, et qui ont engendré l'"État Islamique" ?

La raison de cette nouvelle stratégie fut officiellement présentée pour la première fois au cours d'un briefing d'août 2002 pour le Conseil d'Administration Scientifique de Défense du Pentagone, qui préconise la création d'un "[Groupe d'Opérations Préemptives et Proactives](#)" (P2OG) au sein du Conseil de Sécurité Nationale. Ce groupe, proposé par le Conseil d'Administration, doit mener des opérations clandestines afin d'infiltrer et d'"encourager des réactions" parmi les réseaux terroristes, de les faire réagir pour faciliter ainsi leur ciblage.

Le Conseil d'Administration Scientifique de la Défense, comme toute autre agence du Pentagone, est intimement lié au Forum Highlands, dont le travail alimente la recherche du Conseil, qui en retour est régulièrement présenté au Forum.

Selon des sources du renseignement américain qui se sont entretenues avec Hersh, Rumsfeld s'était assuré que la nouvelle marque des opérations occultes serait entièrement dirigée sous la juridiction du Pentagone, isolée des commandants militaires régionaux américains et de la CIA, et exécutée par son propre commandement des opérations

spéciales secrètes. Cette [chaîne de commandement](#) inclurait, excepté le secrétaire à la Défense lui-même, deux de ses adjoints et notamment le sous-secrétaire à la Défense pour le renseignement qui supervise le Forum Highlands.

Communications stratégiques : la propagande de guerre chez soi et à l'étranger

Au sein du Forum Highlands, les techniques des opérations spéciales explorées par Arquilla ont été utilisées par quelques autres personnes dont la détermination s'est de plus en plus concentrée sur la propagande et, parmi eux, nous trouvons le Docteur Lochard, comme nous l'avons vu précédemment, ainsi que la docteure Amy Zalman, qui se consacre particulièrement à l'idée que l'armée américaine utilise "des récits stratégiques" afin d'influencer l'opinion publique et gagner des guerres.

Tel son collègue, Jeff Cooper, qui est membre fondateur du Forum Highlands, Zalman a été éduquée dans les entrailles de Leidos (ex-SAIC). De 2007 à 2012, elle fut une stratéliste supérieure de la SAIC, avant de devenir Présidente de l'Intégration de l'Information du Département de la Défense à l'Ecole de Guerre Nationale de l'armée américaine, où elle a réfléchi à comment affiner la propagande afin de susciter des réponses désirées à partir de groupes ciblés et basé sur une complète compréhension de ceux-ci. Elle devint, l'été dernier, la PDG de la World Futures Society.





La Docteur Amy Zalman, une ancienne stratéguiste de la SAIC, est la PDG de la World Futures Society, ainsi qu'une conseillère déléguée de longue date du Forum Highlands du Pentagone pour le gouvernement américain, spécialiste des communications stratégiques au sein de la guerre irrégulière

En 2005, la même année qu'Hersh rapporta que la stratégie du Pentagone consistant à "engranger des réactions" parmi les terroristes en les provoquant avait déjà commencé, Zalman délivra des [instructions](#) au Forum Highlands du Pentagone intitulées "En Soutien d'une Approche Théorique et Narrative de la Communication Stratégique Américaine". Depuis lors, Zalman a été une [déléguée de longue date du Forum Highlands](#), et a présenté son travail sur les communications stratégiques à une série d'agences gouvernementales américaines, aux forums de l'OTAN, ainsi qu'à des soldats lors de cours sur la guerre irrégulière à l'Université des Opérations Spéciales Américaines.

Ses directives de 2005 ne sont pas disponibles au public, mais la poussée participative de Zalman au sein de la composante de l'information pour les stratégies des opérations spéciales du Pentagone peut être glanée à partir de quelques-unes de ses publications. En 2010, alors qu'elle était encore liée à la SAIC, [son article publié sur le site de l'OTAN](#) constata qu'une composante clé de la guerre irrégulière est de "gagner un certain degré du soutien émotionnel de la population en influençant leurs perceptions subjectives." Elle recommanda que le meilleur moyen de réussir une telle influence va au-delà que la propagande traditionnelle et des techniques de communication. Sans aucun doute, les analystes doivent "se mettre dans la peau des gens sous observation."

Zalman sortit un autre [article](#) la même année via le journal de l'Institut des Opérations d'Information, publié par le même organisme, qui se décrit comme un "groupe d'intérêt particulier" de l'Association Old Crows. Cette dernière est une association professionnelle pour des théoriciens et des professionnels de la guerre électronique et des opérations d'information, présidé par Kenneth Israël, lui-même vice-président de Lockheed Martin, et vice-présidé par David Himes, qui démissionna l'année dernière de sa position de conseiller supérieur en guerre électronique au Laboratoire de Recherche de l'Armée de l'Air américaine.

Dans cet article intitulé "Le Récit en tant que Facteur d'Influence dans les Opérations d'Information", Zalman déplore que l'armée américaine ait "trouvé compliqué d'élaborer des récits convaincants ou des histoires, soit pour exprimer ses visées stratégiques, soit pour communiquer dans des situations distinctes, telles que des morts civils." A la fin, elle conclut que "la question complexe des morts civils" devrait être abordée non seulement par "des excuses et de la compensation" – ce qui n'arrive que rarement, de toute façon – mais aussi par propagation de récits qui dépeignent des personnages en qui l'audience se reconnaît (dans ce cas, "l'audience" est "la population dans les zones de guerre"). Cela est fait afin de faciliter le fait que la population résolve ses luttes de "manière positive", définies par les intérêts militaires américains bien entendu. Capter émotionnellement de cette manière avec "ces survivants parmi les morts" de l'action militaire américaine pourrait "prouver que ce soit une forme empathique d'influence." A travers cet article, Zalman est incapable de remettre en cause la légitimité des visées stratégiques américaines, ou de reconnaître que l'impact de ces visées dans une accumulation de morts civils est précisément le problème qui doit être résolu, indépendamment de la manière dont elles sont idéologiquement encadrées pour des populations sujettes à l'action militaire.

L'"Empathie" ici est simplement un instrument par lequel s'effectue la manipulation.

En 2012, Zalman écrivit un article pour [The Globalist](#) en cherchant à démontrer comment la définition de "hard power" et "soft power" devait être surmontée, et aussi à reconnaître que l'utilisation de la force requiert le bon effet symbolique et culturel pour garantir le succès :

"Tant que notre diplomatie économique et de défense restera dans une boîte labélisée "hard power", nous échouons à voir comment leurs succès dépendent de leurs effets symboliques ainsi que de leurs effets matériels. Tant que nos efforts culturels et diplomatiques seront rangés dans une boîte étiquetée "soft power", nous échouons à voir la manière dans laquelle elles peuvent être employées de manière coercitive ou produire des effets qui seront les mêmes que ceux fabriqués par la violence."

Etant donné l'implication profonde de la SAIC au sein du Forum Highlands du Pentagone et le développement des stratégies de l'information sur la surveillance, la guerre irrégulière et la propagande à travers celle-ci, il est à peine étonnant que la SAIC fut l'autre entreprise clé de défense privée sous-traitante, en coopération avec le groupe Rendon, pour générer la propagande dans le contexte de la guerre en Irak en 2003.

"Les dirigeants de la SAIC ont été impliqués à tous les niveaux... de la guerre d'Irak," rapporte [Vanity Fair](#), ironiquement, sur la propagation de fausses affirmations à propos des armes de destruction massive, puis sur l'enquête de "l'échec des services de renseignement" au sujet de ces fausses affirmations. David Kay, par exemple, qui a été recruté par la CIA en 2003 pour traquer les armes de destruction massive de Saddam en tant que chef du Groupe d'Investigation en Irak, était, jusqu'en octobre 2002, vice-président du SAIC et fustigea "la menace iraquienne" en accord avec le Pentagone. Quand aucune arme de destruction massive ne fut trouvée, la commission du président Bush qui enquêta sur cet "échec des services de renseignement" incluait trois dirigeants du SAIC, dont Jeffrey Cooper, membre fondateur du Forum Highlands. L'année même de la nomination de Kay au Groupe d'investigation sur l'Irak, le secrétaire à la défense sous le mandat de Clinton, William Perry (qui a par ailleurs organisé la création du Forum Highlands), rejoignit la direction du SAIC. L'enquête menée par Cooper et les autres membres a permis d'innocenter l'administration Bush de la mise en place d'une propagande afin de légitimer la guerre, ce qui est peu surprenant, étant donné le rôle prépondérant de Cooper au sein même du réseau du Pentagone ayant fabriqué cette propagande.

Le SAIC faisait aussi partie des nombreux bénéficiaires qui ont profité abondamment de contrats pour la reconstruction de l'Irak, et [a été à nouveau sollicité](#) après la guerre pour promouvoir des idées pro-américaines à l'étranger. Dans la

même veine que les travaux de Rendon, l'idée était de créer des témoignages à l'étranger que les médias pourraient ensuite reprendre pour le lecteur américain.



Représentants du Pentagone au 46ème Forum Highlands en décembre 2011, de droite à gauche : John Seely Brown, responsable scientifique et directeur au Xerox PARC de 1990 à 2002 et un des premiers dirigeants de In-Q-Tel ; Ann Pendleton-Jullian, co-auteur avec Brown d'un manuscrit, Design Unbound ; Antonio et Hanna Damasio, neurologue et neurobiologiste faisant partie d'un projet de propagande financé par le DARPA

Mais la promotion des techniques avancées de propagande du Forum Highlands n'est pas destinée seulement à des représentants de longue date comme Rendon et Zalman. En 2011, le Forum a reçu deux scientifiques dont les projets ont été financés par le DARPA, Antonio et Hanna Damasio, tous deux principaux chercheurs pour le projet "Neurobiology of Narrative Framing" (Neurobiologie du Cadrage Narratif) à l'Université de Californie du Sud. Evoquant les besoins du Pentagone, mis en avant par Zalman, pour des opérations visant à déployer une "influence empathique", le nouveau [projet](#) du DARPA vise à montrer comment des récits peuvent "faire appel à des valeurs fortes et sacrées afin de produire une réponse émotionnelle," mais de différentes façons en fonction des cultures. L'élément le plus troublant de la recherche est l'accent mis sur la compréhension des nouveaux moyens que la recherche pourrait apporter pour mettre en place des récits qui influenceraient les auditeurs, ceci en contournant les réflexions classiques dans le contexte

d'actions moralement discutables.

La [description](#) du projet explique que la réaction psychologique à des événements racontés est "influencée par la façon dont le narrateur reformule les événements, en fonction des valeurs, connaissances et expériences de l'auditeur." Le cadrage narratif, ciblé par "les valeurs sacrées de l'auditeur, qui comprennent l'identité personnelle ainsi que les valeurs nationalistes et/ou religieuses, est particulièrement efficace pour influencer l'interprétation des événements par les auditeurs," parce que ces "valeurs sacrées" sont fortement liées à la "psychologie d'identité, de l'émotion, de la prise de décisions morales et de la cognition sociale." En appliquant ce cadrage sacré à des problèmes mêmes sans intérêt, ces problèmes peuvent "accéder à ces valeurs sacrées et produire une forte aversion à utiliser une réflexion classique afin de les interpréter." Les deux Damasio, [Damasio propose une théorie expliquant en termes biologiques le sentiment de soi, NdT] et leur équipe explorent le rôle joué par "les mécanismes linguistiques et neuropsychologiques" afin d'établir "l'efficacité du cadrage narratif grâce aux valeurs sacrées en vue d'influencer l'interprétation des événements par un auditeur."

La recherche vise à extraire des millions de textes de blogs américains, iraniens et chinois, et analyser de manière automatique leur sémantique afin de les comparer quantitativement à travers trois langues différentes. Les chercheurs poursuivent ensuite avec des expériences comportementales avec des lecteurs et auditeurs de cultures différentes afin de mesurer leur réaction aux différents textes où "chaque texte fait appel à une des valeurs sacrées afin d'expliquer ou de justifier un comportement moralement discutable décrit par l'auteur." Enfin, les scientifiques effectuent une IRM du cerveau afin de trouver une corrélation entre les réactions des individus, leur profil et la réaction du cerveau.

Pourquoi les fonds de recherche du Pentagone sont-ils destinés à comprendre comment exploiter les "valeurs sacrées" des gens en vue de contourner leur raisonnement logique et développer leur ouverture émotionnelle à des "comportements moralement discutables ?"

L'accent mis sur l'anglais, le persan et le chinois pourrait aussi révéler que les sujets intéressant le Pentagone aient incontestablement le but de développer des opérations de renseignement contre deux partenaires clés, l'Iran et la Chine. Cela rejoindrait donc effectivement les grands projets de stratégie d'influence au Moyen Orient, en Asie Centrale et en Asie du Sud-Est. De même, l'accent mis sur l'anglais, et en particulier sur les blogs américains, laisse entendre que le Pentagone est impliqué dans des projets de propagandes pour influencer l'opinion publique sur son propre territoire.





Rosemary Wenchel (à gauche) du Ministère de l'Intérieur avec Jeff "Skunk" Baxter, un ancien musicien et maintenant consultant au ministère de la Défense ayant travaillé pour des groupes comme le SAIC et le Northrup Grumman. Jeff Cooper, dirigeant de SAIC/Leidos se trouve derrière eux

Au cas où quelqu'un évoquerait que l'envie du DARPA de fouiller dans des millions de blogs américains pour ses recherches en "neurobiologie du cadrage narratif" ne soit qu'un des projets parmi tant d'autres, une des co-dirigeantes du Forum Highlands de ces dernières années est Rosemary Wenchel, ancienne directrice du cabinet des capacités numériques et des opérations de soutien au ministère de la Défense. Depuis 2012, Wenchel est secrétaire adjointe pour la stratégie et la politique du ministère de l'Intérieur.

Tout comme l'important financement du Pentagone pour la propagande en Irak et en Afghanistan le montre, l'influence de la population et la propagande sont critiques non seulement dans des théâtres éloignés à l'étranger, mais aussi aux États-Unis, afin d'atténuer les risques que l'opinion publique vienne remettre en cause la légitimité de la politique du Pentagone. Sur la photo ci-dessus, Wenchel discute avec Jeff Baxter, un consultant de longue date pour le renseignement et l'armée américaine. En septembre 2005, Baxter faisait partie d'un [groupe d'étude](#) soi-disant "indépendant" (dirigé par Booz Allen Hamilton, partenaire de la NSA) commissionné par le ministère de l'Intérieur, qui recommanda de donner plus d'importance aux satellites espions pour la surveillance de la [population des États-Unis](#).

Pendant ce temps, Zalman et Rendon, qui s'impliquaient grandement dans le Forum Highlands, continuaient à être courtisés par l'armée américaine pour leur expertise sur les opérations d'information. En octobre 2014, tous deux ont

participé à une [conférence](#) majeure pour une étude stratégique multi-niveaux financée par le ministère de la Défense et le chef d'état-major, intitulée "Un nouveau paradigme de l'information ? Des gènes au Big data et d'Instagram à la surveillance continue... Implications pour la sécurité nationale." D'autres représentants étaient présents comme des hauts responsables de l'armée américaine, des dirigeants des industries de défense, la communauté des services de renseignement, des think-tanks de Washington et des universitaires.





John Rendon, PDG du groupe Rendon, au Forum Highlands de 2010

Rendon et le SAIC/Leidos, deux entreprises qui ont été indispensables dans l'évolution de la stratégie des opérations d'information du Pentagone à travers leurs engagements essentiels dans le Forum Highlands, continuent d'être contactés pour des opérations clés sous l'administration Obama. Un [document](#) du Service Général de l'Administration Américaine, par exemple, montre que Rendon a remporté un important contrat de 2010 à 2015 pour fournir des services de communications et de média pour plusieurs agences fédérales. De même, le SAIC/Leidos a obtenu un [contrat](#) de 400 millions de dollars de 2010 à 2015 avec le Laboratoire de recherche militaire américain pour des "guerres expéditionnaires ; guerres irrégulières ; opérations spéciales ; opérations de stabilisation et de reconstruction" — un contrat qui est "sur le point d'être reconduit."

L'empire contre-attaque

Sous Obama, le noyau d'entreprises, d'industries et de puissances financières représentées par les intérêts qui participent au Forum Highlands du Pentagone s'est consolidé à un degré jamais égalé.

Pure coïncidence, le [même jour](#) où Obama annonça la démission de Hagel, le DoD a publié un [communiqué de presse](#) montrant comment Robert O. Work, l'adjoint à la Défense de Hagel nommé par Obama en 2013, compte prendre les rênes de l'Initiative pour l'Innovation de la Défense que Hagel avait annoncée une semaine auparavant. La nouvelle initiative mettait l'accent sur la transformation à long terme du Pentagone pour faire face aux nombreuses technologies disruptives dans le domaine des opérations d'information.

Quelles que soient les véritables raisons de l'éviction de Hagel, il s'agit d'une victoire symbolique et concrète pour la vision de Marshall et du Forum Highlands. Le co-directeur du Forum Highlands et chef de l'Office of Net Assessment [office fédéral américain au sein du département de la Défense, il s'agit d'un laboratoire d'idées interne planifiant des stratégies à long terme, NdT], Andrew Marshall, a peut-être pris sa retraite, mais le Pentagone post-Hagel est maintenant dirigé par ses partisans.

Robert Work, qui est maintenant à la tête du processus de transformation du ministère de la Défense, est un loyal acolyte de Marshall qui a auparavant dirigé et analysé des jeux de guerre pour l'Office of Net Assessment. Tout comme Marshall, Wells, O'Neill et les autres membres du Forum Highlands, Work est aussi un [fou de la robotique et a co-écrit l'étude, "Se préparer pour la guerre à l'ère de la robotique" \(Preparing for War in the Robotic Age\)](#), publié l'année dernière par le Centre pour une Nouvelle Sécurité Américaine (CNAS).

Work cherche aussi à [déterminer le futur de l'Office of Net Assessment \(ONA\)](#), assisté par son stratège Tom Ehrhard et le sous-secrétaire à la Défense pour le renseignement Michal G Vickers, sous l'autorité duquel le Forum Highlands se tient actuellement. Ehrhard, partisan pour ["intégrer des technologies disruptives"](#) au ministère de la Défense, a travaillé auparavant à l'ONA en tant qu'assistant pour l'armée auprès de Marshall, alors que Mike Vickers – qui supervise les agences de surveillance comme la NSA — a aussi été recruté par Marshall pour travailler avec le Pentagone.

Vickers est aussi un grand partisan de la [guerre irrégulière](#). En tant qu'assistant secrétaire à la Défense pour les opérations spéciales et les conflits de faible intensité sous les ordres de l'ancien secrétaire à la Défense Robert Gates (sous les administrations de Bush et d'Obama), la vision de la guerre irrégulière de Vickers promeut les "opérations réparties dans le monde entier," y compris "dans les pays avec lesquels les États-Unis ne sont pas en guerre," dans un programme de "contre-réseau de guerre" en utilisant "un réseau pour combattre un réseau" — une stratégie qui a bien

entendu été étudiée intégralement par le Forum Highlands. Au cours d'un de ses précédents postes sous Gates, Vickers a augmenté le budget des opérations spéciales en incluant les opérations psychologiques, les transports furtifs, le déploiement du drone Predator et "l'utilisation de nouvelles technologies de surveillance et de reconnaissance pour traquer et cibler des terroristes et insurgés."

Pour remplacer Hagel, Obama nomma Ashton Carter, ancien adjoint au secrétaire à la Défense de 2009 à 2013, dont l'expertise des budgets et des achats, selon le [Wall Street Journal](#), "devrait stimuler certaines initiatives soutenues par l'adjoint au Pentagone, Robert Work, grâce à une volonté de développer de nouvelles stratégies et technologies pour préserver les avantages des américains sur le champ de bataille.

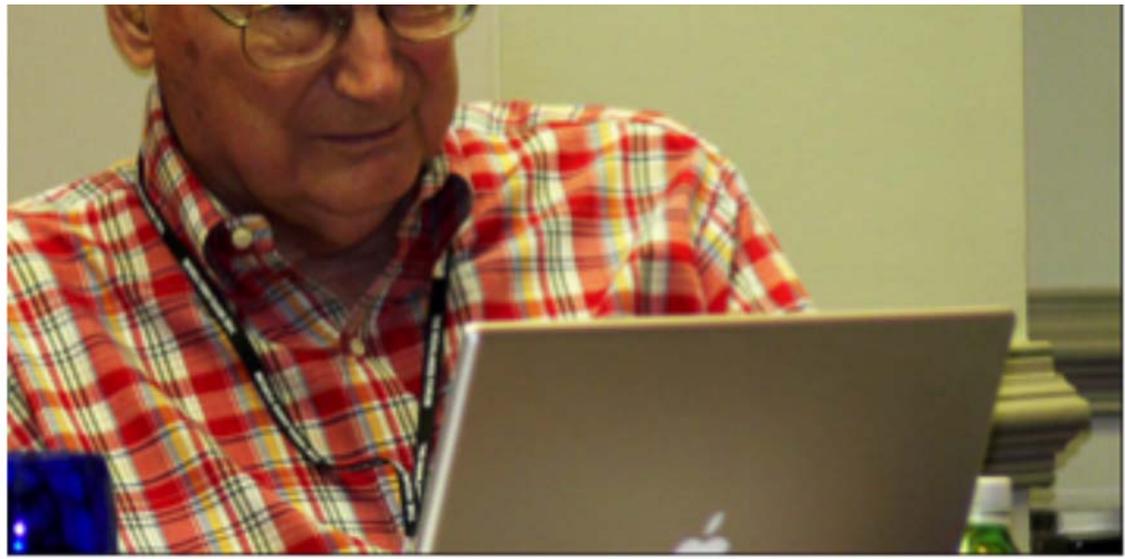
En 1999, après trois ans en tant qu'assistant pour le secrétaire à la Défense de Clinton, Carter a co-écrit une [étude](#) avec l'ancien secrétaire à la Défense William J. Perry promouvant une nouvelle forme de "guerre par contrôle à distance" facilitée par la "technologie numérique et le flux constant d'information." Un des collègues de Carter au Pentagone au cours de son mandat était Linton Wells, co-directeur du Forum Highlands ; et c'est bien sûr Perry, en tant que secrétaire à la Défense, qui demanda à Richard O'Neill de créer le Forum Highlands en tant que think tank du Pentagone en 1994.

Perry, éminence grise du Forum Highlands, rejoignit la direction du SAIC avant de finalement devenir directeur d'un autre géant de la défense, Global Technology Partners (GTP). Et Ashton Carter était au comité de direction de GTP sous Perry, avant qu'il ne soit nommé secrétaire à la Défense par Obama. Au cours de sa précédente mission au Pentagone sous Obama, Carter a travaillé en étroite collaboration avec Work ainsi que l'actuel sous-secrétaire à la Défense Frank Kendall. Plusieurs [sources dans l'industrie](#) se réjouissent de voir que la nouvelle équipe du Pentagone compte "augmenter de manière spectaculaire" les chances de mettre en chantier de "grands projets de réformes" au Pentagone, « et de les faire aboutir. »

En effet, la [priorité](#) de Carter comme candidat au poste de chef de la défense est l'identification et l'acquisition de nouvelles « technologies perturbatrices » commerciales permettant aux États-Unis d'améliorer leur stratégie militaire — en d'autres termes, l'exécution du [plan Skynet du DoD](#).

Les origines de la nouvelle initiative d'innovation du Pentagone peuvent ainsi remonter à des idées qui ont été largement diffusés à l'intérieur du Pentagone il y a des décennies, mais qui n'ont pas réussi à s'implanter complètement jusqu'à maintenant. Entre 2006 et 2010, la même période pendant laquelle ces idées ont été mises au point par des experts du Forum Highlands comme Lochard, Zalman et Rendon, parmi beaucoup d'autres, le bureau d'évaluation du réseau a fourni un mécanisme pour transformer directement ces idées en stratégie concrète et en politique de développement par le biais des examens quadriennaux de défense (Quadrennial Defense Reviews), où l'apport de Marshall était [principalement responsable](#) de l'expansion du monde « noir », c'est à dire : « d'opérations spéciales, » « de guerre électronique » et « d'opérations d'information. »





Andrew Marshall, maintenant retraité de la direction du bureau de surveillance des réseaux du DoD et vice-président du Forum Highlands, lors d'une session du Forum en 2008

La [vision](#) antérieure au 11/9 de Marshall d'un système militaire entièrement en réseau et automatisé a trouvé sa réalisation dans [l'étude Skynet](#) du Pentagone publié par la National Defense University en septembre 2014, qui a été co-écrite par un collègue de Marshall du Forum Highlands, Linton Wells. Bon nombre des recommandations de Wells sont maintenant exécutées via la nouvelle Initiative Innovation Défense par les anciens combattants et les membres de l'ONA et du Forum Highlands.

Étant donné que le livre blanc de Wells a souligné le vif intérêt du Pentagone à monopoliser la recherche en IA afin d'avoir l'exclusivité de la guerre de robots en réseau autonome, il n'est pas tout à fait surprenant que les partenaires du parrainage du Forum à la SAIC/Leidos affichent une sensibilité bizarre à propos de l'usage public du mot « Skynet. »

Sur une [entrée](#) (fictive) de Wikipedia intitulée « Skynet », les gens qui utilisent des ordinateurs de la SAIC ont supprimé plusieurs paragraphes de la section « Trivia » qui indiquaient des exemples réels de « Skynets, » tel le système de satellites militaires britanniques, et divers projets des technologies de l'information.

Le départ de Hagel a ouvert la voie à des responsables du Pentagone liés au Forum Highlands pour consolider l'influence du gouvernement. Ces fonctionnaires sont intégrés dans un réseau de l'ombre de longue date de politiques, d'industriels, de médias et de dirigeants d'entreprise qui sont présents de manière invisible derrière chaque siège du gouvernement, et qui écrivent littéralement les politiques de sécurité nationale et étrangères, que l'administration soit démocrate ou républicaine, en déterminant les « idées » et en forgeant des relations gouvernement-industrie.

C'est ce genre de réseau à huis clos qui a rendu inutile le vote américain. Loin de protéger l'intérêt public ou d'aider à lutter contre le terrorisme, la surveillance globale des communications électroniques a été systématiquement détournée au profit de l'intérêt des industries de l'énergie, de la défense et des technologies de l'information.

L'état de guerre globale permanente qui a résulté des alliances du Pentagone avec des entrepreneurs privés, et

l'exploitation inexplicable des savoir-faire de l'information, non seulement n'améliore la sécurité de personne, mais a donné naissance à une nouvelle génération de terroristes sous la forme d'un soi-disant « État islamique » lui-même un Frankenstein, [sous-produit](#) de la combinaison putride de la brutalité d'Assad et des opérations secrètes américaines de longue date dans la région. L'existence de ce Frankenstein est maintenant cyniquement [exploitée](#) par des entrepreneurs privés qui cherchent à tirer profit de la croissance exponentielle de l'appareil de sécurité nationale, à un moment où l'instabilité économique fait pression sur les gouvernements pour réduire les dépenses de défense.

Selon la Securities and Exchange Commission, de 2008 à 2013, les cinq plus grands entrepreneurs de défense des États-Unis ont perdu 14 pour cent de leurs employés, avec la réduction progressive des guerres américaines en Irak et en Afghanistan, et conduit à une baisse d'activité et comprimé les revenus. La poursuite de la « longue guerre » déclenchée par l'EI a, pour l'instant, provoqué des revers de fortunes. Les entreprises qui profitent de la nouvelle guerre comprennent de [nombreux](#) connectés au Forum Highlands, comme Leidos, Lockheed Martin, Northrup Grumman et Boeing. La guerre est, en effet, une activité criminelle.

Assez de zones d'ombre

Pourtant, sur le long terme, les impérialistes de l'information ont [déjà échoué](#). Cette enquête repose entièrement sur les techniques open source, une solution durable qui rappelle en grande partie la révolution de l'information qui a permis à Google d'exister. L'enquête a été financée entièrement par des fonds publics, à l'aide de financement participatif. Et l'enquête a été publiée et diffusée en dehors des circuits de médias traditionnels, précisément pour souligner que, dans cette nouvelle ère numérique, la concentration descendante et centralisée du pouvoir ne peut pas triompher du pouvoir du peuple, de son amour de la vérité et de la justice, et de son désir de partage.

Quelle leçon peut-on tirer de ce paradoxe ? Elle est vraiment simple : La révolution de l'information est intrinsèquement décentralisée et décentralisatrice. Elle ne peut être contrôlée et récupérée par Big Brother. Les efforts visant à le faire finiront toujours par échouer, parce que cette méthode est par nature vouée à l'échec.

La dernière tentative totalement folle du Pentagone de dominer le monde par le contrôle de l'information et des technologies de l'information n'est pas un signe de toute-puissance du réseau souterrain, et la tentative de freiner le déclin de son hégémonie est plutôt le symptôme de son désespoir bercé d'illusions.

Mais il est bien sur le chemin du déclin. Cette histoire, comme tant d'autres qui l'ont précédée, est un petit signal montrant que les possibilités de mobiliser la révolution de l'information pour le bénéfice de tous, malgré les efforts occultes du pouvoir, sont [plus fortes](#) que jamais.

Source : [Insurge Intelligence](#), le 22/01/2015

Traduit par les lecteurs du site [www.les-crises.fr](#). Traduction librement reproductible en intégralité, en citant la source.

Le Dr. Nafeez Ahmed est un journaliste d'investigation, auteur à succès et spécialiste de la sécurité internationale. Ancien auteur au Guardian, il écrit la chronique « System Shift » pour le Motherboard de VICE et est également chroniqueur pour le Middle East Eye. Il est le lauréat d'un Project Censored Award en 2015 pour un journalisme d'investigation exceptionnel, en vertu de son travail au Guardian. Il a également écrit pour The Independent, le Sydney Morning Herald, The Age, The Scotsman, Foreign Policy, The Atlantic, Quartz, Prospect, New Statesman, Le Monde Diplomatique, New Internationalist, Counterpunch, Truthout, parmi d'autres.



Nous vous proposons cet article afin d'élargir votre champ de réflexion. Cela ne signifie pas forcément que nous approuvons la vision développée ici. Dans tous les cas, notre responsabilité s'arrête aux propos que nous reportons ici. [Lire plus](#) Nous ne sommes nullement engagés par les propos que l'auteur aurait pu tenir par ailleurs - et encore moins par ceux qu'il pourrait tenir dans le futur. Merci cependant de nous signaler par le formulaire de contact toute information concernant l'auteur qui pourrait nuire à sa réputation.

[To Top](#)